

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES D'INGÉNIEUR AGRONOME

Conception et lancement d'une dynamique de démocratie alimentaire impliquant les producteurs bio du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises



Rédigé et soutenu par Noé Coatmeur

Maitre de stage : Magali Ruello

Maitre de stage et tutrice ENSAT : Julie Ryschawy

Correctrice ENSAT : Pascale Château Terrisse

Année universitaire 2021-2022

Résumé

Les systèmes agri-alimentaires majoritaires ne sont plus durables, ce qui amène la nécessité d'une transition vers des pratiques et organisations plus vertueuses en particulier sur les plans social et écologique. Le Hmm lab, projet de recherche-action pluridisciplinaire vise à répondre à ces questions sur le territoire rural du Parc Naturel régional des Pyrénées ariégeoise. Sur la base des méthodes pragmatiques, il met en œuvre des accompagnements individuels et collectifs ancrés dans l'expérimentation et l'action auprès des consommateurs et de la restauration collective. L'objectif de ce stage était de concevoir un accompagnement avec une approche similaire auprès des producteurs du territoire. Un premier travail d'enquête a visé à identifier les enjeux prioritaires pour les producteurs, permettant d'orienter l'accompagnement, en particulier à partir d'une série d'entretiens menée auprès de producteurs bio du territoire. Il est particulièrement ressorti de cette enquête une vive tension entre la baisse des débouchés des producteurs en circuits courts et le manque d'accessibilité de leurs produits pour les publics précaires. Sur la base de ces résultats il a été décidé d'orienter l'accompagnement collectif sur les enjeux de démocratie alimentaire. La conception de cet accompagnement a par la suite nécessité un travail de capitalisation notamment par le biais d'entretiens menés auprès de porteurs d'initiatives de démocratie alimentaire et d'acteurs du territoire. Une première réunion a mobilisé une quinzaine d'acteurs (producteurs, consommateurs, transformateurs...) et permis d'affirmer la volonté de poursuivre les échanges en vue de la conception d'une initiative de démocratie alimentaire en Ariège. Ce travail a apporté de nombreux enseignements sur la place des producteurs au sein des initiatives de démocratie alimentaire, notamment leur regard sur les enjeux démocratiques et ce qui conditionne leur implication.

Abstract

Farming and food systems are no longer sustainable. This leads to the need for a transition towards more sustainable practices and organizations, particularly on the social and ecological fields. Hmm lab is a multi-field action program which aims to process this transition on the territory of the Regional Natural Park of the Ariège Pyrenees. Using pragmatic approach, this program is leading individual and collective support focused on experimentation and action for consumers and mass catering actors. The aim of this internship was to design a support with the same approach for farmers of the area. Firstly, our work focused on identifying major issues for farmers, especially via a series of interviews with organic farmers. This inquiry helped us to identify a tension between the decreasing of the local demand for food and the lack of accessibility of their products for precarious publics. The results of this inquiry guided us to focus our collective support on food democracy. Then, the design of this support required a knowledge capitalization on the topic. For this, we engaged a new series of interviews with project holders working on food democracy and with local actors. Finally, a first meeting took place and mobilized about fifteen participants (farmers but also consumers, food processors...). Participants claimed their will to continue to work together to create an initiative about food democracy in Ariège. This work led us to a better understanding of the role of farmers in food democracy projects, especially their look on democratic issues and the reasons of their implication.

Remerciements

Je tiens particulièrement à remercier Julie Ryschawy et Magali Ruello pour leur accompagnement sans faille tout au long de ce stage. Vos conseils avisés et votre écoute m'auront énormément apporté.

Merci beaucoup à toute l'équipe de Bio-Ariège-Garonne pour son accueil chaleureux au cours de ces cinq mois passés en Ariège.

Un grand merci à l'ensemble des membres du Hmm lab pour les riches échanges que nous avons pu avoir ensemble. Une pensée particulière pour Sara, « binôme de stage », sans qui ces 6 mois n'auraient pas été aussi sympa !

Je tiens également à remercier l'ensemble des personnes enquêtées, en particulier les producteurs pour leur temps et leurs réflexions particulièrement enrichissantes.

Un merci à Antoine pour sa franche camaraderie au cours de ces 6 mois mais aussi de ces 4 ans d'école !

Enfin, « trugarez braz » à mes parents pour m'avoir transmis cette volonté d'œuvrer au développement de systèmes agri-alimentaires porteurs de sens et de lien social.

Table des matières

Introduction.....	1
I. Contexte de l'étude et problématique.....	3
A. Contextes géographique et agricole ariégeois	3
1. Contexte territorial.....	3
2. Une agriculture façonnée par le relief pyrénéen	3
3. Un contexte socio-économique marqué par la ruralité et la précarité.....	5
1. Le Hmm Lab	6
2. Le Défi Producteurs	8
II. Enquête sur les enjeux prioritaires pour les producteurs bio du PNR PA en vue de la conception d'une dynamique collective	11
A. Méthodologie d'enquête.....	11
1. Méthodologie d'entretien	11
2. Autres méthodes d'enquêtes complémentaire	14
B. Résultats et analyse de l'enquête.....	15
1. Résultats généraux	15
2. Emergence du thème de la démocratie alimentaire.....	20
III. Conception et lancement d'une dynamique collective de démocratie alimentaire	21
A. Méthodologie	21
1. Capitalisation d'informations	21
2. Préparation de la réunion.....	23
B. Résultats et perspectives pour une initiative de démocratie alimentaire en Ariège.....	25
1. Les enseignements du travail de capitalisation.....	25
2. Etat d'avancement à l'issue de la 1 ^{ère} réunion	28
3. Perspectives pour une initiative en Ariège.....	29
C. Discussion	30
1. Réflexions sur les enjeux démocratiques de la SSA.....	30
2. Vers une implication de nouveaux profils d'acteurs	31
3. L'expérimentation pour avancer vers un projet fédérateur	33
4. Synthèse sur la place des producteurs dans les initiatives de démocratie alimentaire.....	33
Conclusion	35

Liste des figures

Figure 1 Localisation et cartographie de l'Ariège et du PNR PA.....	3
Figure 2 : Orientations technico-économiques principales des communes de l'Ariège en 2020 (DRAAF Occitanie, 2022).....	4
Figure 3 : Taux de pauvreté au sein des départements français en 2019.....	5
Figure 4 : Représentation schématique de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, issue des travaux du Collectif Démocratie Alimentaire	9
Figure 5 : Organisation générale et temporelle de la méthodologie du stage	10
Figure 6 : Principaux enjeux perçus comme prioritaires par les producteurs bio du PNR PA au cours de l'enquête.....	15
Figure 7 : Schéma de la méthodologie employée pour la capitalisation d'informations sur la SSA	21
Figure 9 : Typologie des différentes dynamiques au sein réseau national des dynamiques locales de SSA	25
Figure 10 : Décomposition des différentes participations financières pour les Paniers suspendus (Source : Groupement d'agriculture biologique des Hautes-Pyrénées)	27
Figure 8 : Photos prises au cours de la réunion (Sources : J. Ryschawy et M. Ruello)	28

Liste des tableaux

Tableau 1 : Présentation de thèmes figurant dans le guide d'entretien, exemples de questions et objectifs	12
Tableau 2 : Acteurs du réseau national des dynamiques locales de SSA enquêtés.....	22
Tableau 3 : Acteurs locaux enquêtés pour la conception de la dynamique.....	23
Tableau 4 : Freins et leviers à la l'implication des producteurs dans les initiatives de démocratie alimentaires.....	34

Liste des annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien	37
------------------------------------	----

Index

AMAP

Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, 4

BAG

Bio-Ariège-Garonne, 6

CIVAM

Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural, 6

FNAB

Fédération Nationale d'Agriculture Biologique, 6

PAC

Politique Agricole Commune, 16

PAT

Projet Alimentaire de Territoire, 6

PNR PA

Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégoises, 1

SCOP

Société Coopérative et Participative, 28

SSA

Sécurité Sociale de l'Alimentation, 9

Introduction

Les systèmes agri-alimentaires sont actuellement pris dans des enjeux forts, en particulier sur les plans environnemental et socio-économique. Au début de la chaîne, il a été largement démontré que les systèmes agricoles majoritaires ne sont pas durables par les effets qu'ils produisent sur le climat, les écosystèmes et la santé humaine (Willett et al., 2019). Ils sont en effet parmi les premiers contributeurs au changement climatique tout en étant largement impactés par ses effets croissants (Pörtner et al., 2022). Un autre exemple est l'usage intensif de produits phytosanitaires, dont les effets sur la santé humaine et en particulier des populations agricoles est largement démontré (Inserm, 2021). Pour faire face à ces problématiques, des pratiques alternatives sont développées telles que l'agriculture biologique mais restent encore minoritaires en France et dans le monde (L'Agence BIO, 2020).

Sur le plan socio-économique, la profession agricole est particulièrement touchée par la pauvreté puisque 18 % des membres des ménages agricoles français vivent sous le seuil de pauvreté contre 13 % pour l'ensemble des ménages actifs (INSEE, 2021b). De plus, les revenus agricoles stagnent depuis plusieurs décennies, les récents gains en productivité ayant été captés par les filières aval sous la forme de baisses de prix (Piet et al., 2020).

A l'autre bout de la chaîne, de nombreux consommateurs sont sujets à des problématiques alimentaires. Cela se manifeste d'une part sur le plan qualitatif pour des raisons nutritionnelles ou de présence de certaines substances toxiques dans les aliments telles que des additifs ou des pesticides. D'autre part, l'alimentation peut manquer quantitativement, principalement pour des raisons économiques puisqu'on estime à 7 millions le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire sur l'année 2020 en France (COCOLUPA 2020). D'ailleurs, si ce système permet de subvenir aux besoins urgents de personnes en situation de précarité, il n'en reste pas moins violent physiquement et moralement pour ses bénéficiaires et ses bénévoles (Bonzi 2019). En effet, ce système ne fournit pas à ses bénéficiaires une alimentation choisie, c'est-à-dire en accord avec leurs goûts ni leurs convictions profondes, par exemple culturelles ou religieuses. De plus, avec la mise en place de la Loi Garrot (2016), les dons d'aliments par la grande distribution sont détaxés et donc générateurs de valeur marchande, créant ainsi un marché fondé sur la faim des plus précaires.

En réponse à ces problématiques alimentaires, des voix s'élèvent pour la constitution d'une démocratie alimentaire, définie par (Lang, 1998) comme « *la grande lutte au cours des siècles, dans toutes les cultures, pour permettre à tous les citoyens d'avoir accès à une alimentation décente, abordable et bénéfique pour la santé, cultivée dans des conditions dans lesquelles ils peuvent avoir confiance* ». Pour cela il serait nécessaire de faire reconnaître un droit à l'alimentation, qui au-delà de donner au citoyen le choix de son alimentation, lui permettrait de disposer de leviers juridiques lui garantissant l'application de ce droit, d'être correctement informé à son sujet ou encore de légiférer sur son mode de production (Paturel & Ndiaye, 2020).

Par son caractère rural et sa vulnérabilité aux problématiques de précarité, l'Ariège est un territoire particulièrement marqué par ces enjeux agricoles et alimentaires. Le fort développement de la commercialisation en circuits-courts permet de nombreuses interactions entre producteurs et consommateurs. C'est dans ce contexte qu'est né le Hm Lab, programme de recherche-action rassemblant des acteurs de la recherche et de terrain sur le territoire du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises (PNR PA). Dans une perspective de transition démocratique des systèmes agri-alimentaires ancrée dans l'action et l'expérimentation, il mène des actions d'accompagnement individuel et collectif dont certaines sont déjà mises en place auprès des habitants et des professionnels de la restauration collective. Ces actions font appel au concept d'enquête pragmatique

mis en évidence par le philosophe John Dewey (Dewey, 1967) qui combine intelligence collective et expérience individuelle pour faire face à des situations problématiques.

Bien que par ailleurs accompagnés par de nombreux acteurs sur le territoire ariégeois et notamment sur les questions de transition vers des pratiques agroécologiques, il est apparu pertinent d'intégrer les agriculteurs dans ce dispositif. En effet, l'approche innovante proposée par le Hmm Lab au travers des défis pouvait apporter de nouveaux résultats. De plus, les autres accompagnements proposés sur territoires se concentrent principalement sur la technique agricole et laissent de nombreuses thématiques inexplorées telles que l'alimentation et le lien avec les consommateurs (Locqueville, 2020). Ce stage s'inscrivait dans la conception et le lancement de cet accompagnement et visait donc à répondre à cette question :

Comment impliquer les producteurs dans un projet démocratique de transition agricole et alimentaire au sein du Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises ?

Ce mémoire s'attache dans un premier temps à poser les éléments de contexte qui concernent le territoire ariégeois et l'intégration du défi producteur au sein du Hmm Lab (I). Ensuite il se structure en 2 parties qui consistent en 2 boucles itératives de conception communicant entre elles. Une 1^{ère} partie aborde le travail d'enquête visant à identifier les enjeux prioritaires pour les producteurs bio du PNR PA (II). Une 2^{nde} partie présente la conception et le lancement d'une dynamique collective avec les producteurs, qui compte-tenu des résultats de la 1^{ère} partie concerne la construction d'une démocratie alimentaire locale (III).

I. Contexte de l'étude et problématique

Cette partie s'attache dans un premier temps à présenter le contexte géographique de ce travail en s'arrêtant particulièrement sur les enjeux agricoles et socio-économiques qui nous intéresseront par la suite (A), puis le contexte du Hmm Lab, recherche-action dans laquelle s'intègre le défi producteur (B).

A. Contextes géographique et agricole ariégeois

1. Contexte territorial

L'Ariège est un département situé au sud-ouest du territoire métropolitain et au sud de la région Occitanie. Il est bordé à l'ouest par la Haute-Garonne, au nord-est par l'Aude et au sud-est par les Pyrénées orientales. Au sud, il est frontalier de l'Espagne et de l'Andorre. Le territoire du Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises sur lequel se déroule ce travail couvre la moitié ouest du département ariégeois.

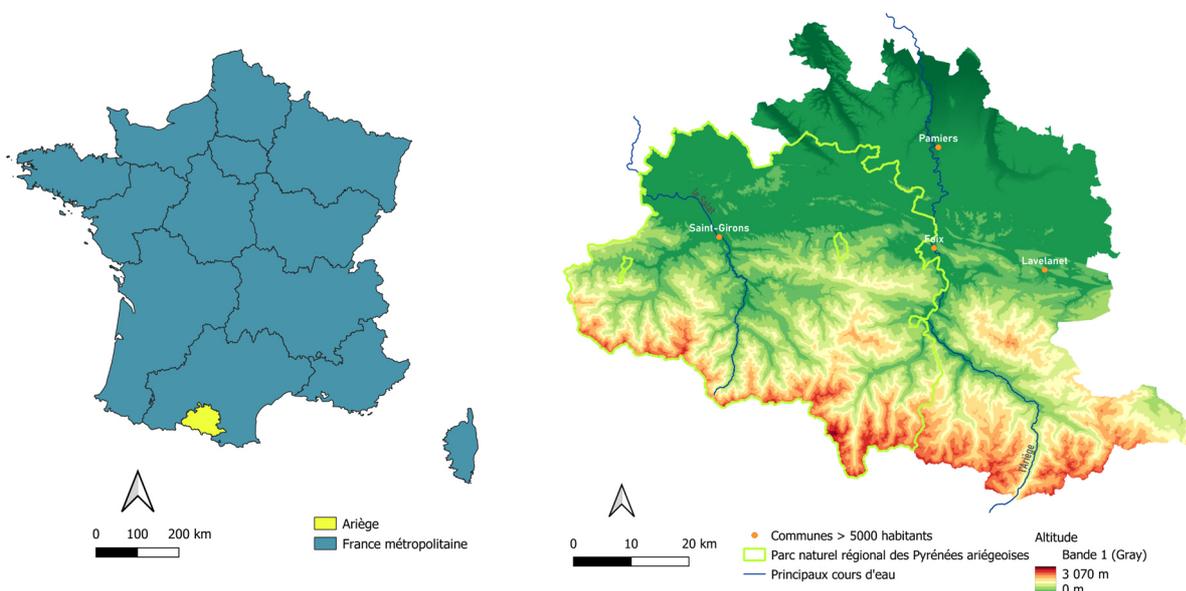


Figure 1 Localisation et cartographie de l'Ariège et du PNR PA

Le territoire est largement façonné par le massif pyrénéen, dont les principaux sommets culminent à une altitude supérieure à 3000 m. Par conséquent, on observe un gradient paysager qui se dessine du nord vers le sud : plaine, coteau, piedmont, moyenne puis haute-montagne. On a donc un climat majoritairement continental au nord et montagnard au sud, tous deux soumis aux influences océaniques par l'ouest et méditerranéen par l'est.

2. Une agriculture façonnée par le relief pyrénéen

Ce territoire marqué par le relief, relativement peu productif ni propice à la mécanisation favorise une agriculture à grande dominance d'élevage ruminant, systèmes valorisant l'herbe des prairies et des estives en altitude. Ainsi on retrouve 29 % d'exploitations orientées en élevage bovin et 27 % en caprin, ovin et autres ruminants, qui sont souvent associées à de la polyculture (DRAAF Occitanie, 2022).

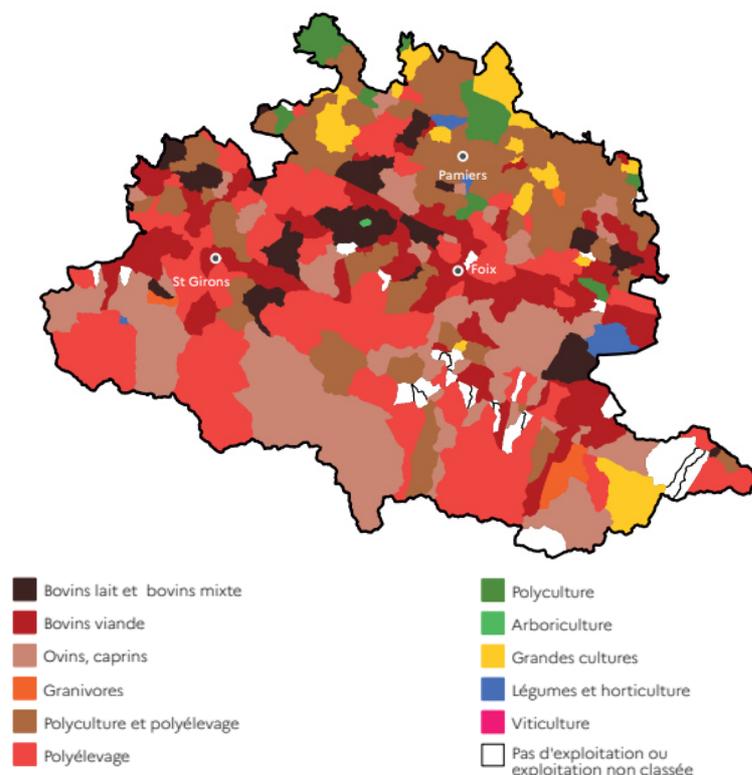


Figure 2 : Orientations technico-économiques principales des communes de l'Ariège en 2020 (DRAAF Occitanie, 2022)

A l'instar des tendances nationales, on constate une reconfiguration de l'agriculture ariégeoise, avec la baisse du nombre d'exploitations sur le territoire ariégeois à hauteur de 1,6 %, par an pour arriver à 2265 en 2020, ainsi que du nombre d'actifs agricoles avec 8,5 % en moins sur 10 ans. Cette diminution entraîne une nouvelle répartition du foncier avec un passage de 50 à 60 ha de SAU moyenne par exploitation entre 2010 et 2020.

L'agriculture biologique est particulièrement dynamique sur le territoire ariégeois avec un doublement du nombre d'exploitations en 10 ans pour atteindre 25 % des exploitations certifiées en 2020. Cette proportion est particulièrement forte sur l'ensemble des productions en légumes, fruits, vignes et plantes à parfum, aromatiques et médicinales (71 %). Les nouvelles exploitations en maraichage se tournent quasi-exclusivement vers des systèmes en agriculture biologique.

La transformation et la vente directe sont des voies importantes pour la valorisation des produits agricoles ariégeois. Des activités de transformation sont en effet réalisées par 23 % des exploitations. La vente directe occupe une place croissante dans les débouchés des exploitations, qui sont 34 % à l'avoir pour 1^{ère} voie de commercialisation, chiffre qui a progressé de 9 points entre 2010 et 2020 (op. cit.). Cette vente s'effectue principalement sur les marchés de producteurs (Saint-Giron, Foix, Pamiers...) mais également à la ferme, en AMAP et en groupements d'achat. D'autres circuits courts comme les boutiques de producteurs sont également implantés sur le territoire. Ces circuits bénéficient largement de l'activité touristique du territoire.

3. Un contexte socio-économique marqué par la ruralité et la précarité

L'Ariège est un territoire faiblement peuplé et rural. Cela s'explique notamment par l'absence de grande agglomération, l'aire urbaine la plus peuplée étant celle de Pamiers avec 29 000 habitants en 2019. La densité de population est également loin des standards nationaux avec 31,3 habitants/km² contre 105,9 en France en 2019 notamment en raison de la large part de surfaces montagneuses inhabitées (INSEE, 2022a).

Le territoire est également largement touché par le chômage et la précarité. Le taux de chômage est particulièrement élevé avec 9,2 % au 1^{er} trimestre 2022 contre 7,3 % au niveau national (INSEE, 2022b). Le taux de pauvreté est également important avec 18,0 % contre 15,1 % pour la France métropolitaine en 2018 (INSEE, 2021a) (Figure 3). Ce chiffre atteint 21,9 % pour la communauté de commune Couserans-Pyrénées qui couvre plus de la moitié du PNR PA.

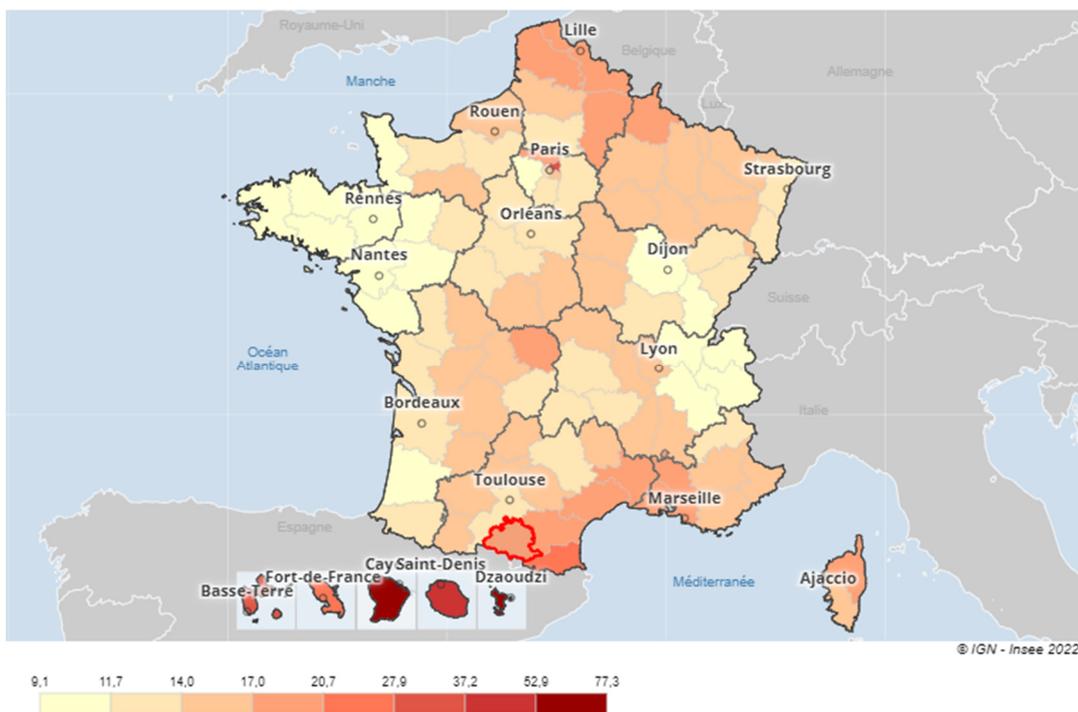


Figure 3 : Taux de pauvreté au sein des départements français en 2019

1. Le Hmm Lab

a) Présentation

Ce travail a été effectué dans le cadre du Hmm Lab, recherche-action ayant émergé en 2019 portant sur les enjeux de transitions agricole et alimentaire sur le territoire du PNR PA. En réponse aux enjeux socio-économiques et environnementaux abordés précédemment, le Hmm Lab se veut être un espace d'expérimentation citoyenne pour changer et consolider les pratiques alimentaires et agricoles sur un territoire rural.

Le projet est coordonné par deux structures qui ont conjointement accueilli et encadré ce stage :

- **Bio-Ariège-Garonne (BAG)**, association œuvrant à l'accompagnement et au développement de l'agriculture biologique en Ariège et Haute-Garonne dont le siège se situe à La Bastide-de-Sérou (09). Elle est membre des réseaux de la Fédération Nationale d'Agriculture biologique (FNAB) et des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM). Comme dans l'ensemble des associations qui composent ce réseau, son conseil d'administration est majoritairement constitué de producteurs. Les accompagnements effectués par la structure relèvent à la fois de l'accompagnement technique avec une approche par filière mais également socio-économique avec du travail de structuration de filières alimentaires locales en particulier auprès de la restauration hors domicile (scolaire, maisons de retraites, restauration professionnelle, ...).
- **UMR AGIR INRAE** située à Castanet (31) qui est une unité de recherche interdisciplinaire réunissant des chercheurs de sciences biotechniques et de sciences sociales sur la conceptualisation, l'analyse et l'outillage de la transition agroécologique.

Ce partenariat permet donc de faire coopérer des structures aux approches relativement complémentaires de recherche et de développement sur les thématiques agricole et alimentaires. D'autres structures impliquées dans le Hmm lab viennent apporter un autre regard sur ces thématiques :

- **L'Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie et de l'Alimentation (ISTHIA)**, organisme rattaché à l'Université Jean-Jaurès de Toulouse, dispensant des formations à Toulouse et Foix. Les travaux de ces enseignants chercheurs affiliés à l'UMR CERTOP du CNRS s'intéressent largement aux questions sociétales touchant à l'alimentation et nourrissent ainsi les réflexions du Hmm Lab.
- **Le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises** dont la mission est de promouvoir le patrimoine naturel et culturel du territoire ainsi que d'œuvrer au développement économique de celui-ci. Dans cet objectif, il mène différentes actions sur les thématiques agricoles et alimentaires, notamment le lancement récent d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT) et la création d'une marque « Valeur Parc » mettant en avant les produits issus du territoire. Il apporte au projet une vision institutionnelle en lien avec les acteurs du territoire et une expérience en ingénierie territoriale.
- L'association d'éducation populaire « **Les Biches volantes** » regroupe des chercheurs, animateurs, comédiens et enseignants. Elle est mobilisée en particulier dans ce projet pour assurer l'animation interne du Hmm Lab et celle des défis et fait bénéficier au Hmm lab de son approche participative.

b) Cadre méthodologique et conceptuel

Les questions de transition sont généralement abordées comme des processus déterministes : il s'agirait de viser une situation idéale et de l'atteindre en développant des connaissances génériques validées (Hazard et al., 2017). Cependant les transitions durables sont des processus complexes, impliquant une grande diversité de contextes et d'acteurs. Par conséquent, les actions menées dans ce cadre relèvent en général plus du « bricolage » que d'un processus rationnel (Ball, 1998) et ne conduisent pas nécessairement aux résultats attendus, en particulier par les acteurs concernés de terrain.

Pour s'adapter à cette complexité, le Hmm Lab donne une place importante à l'expérimentation et à la participation active des acteurs impliqués. Dans ce sens, les actions menées font appel à l'enquête pragmatique, concept développé par le philosophe américain John Dewey (1859-1952) dont le principe sera présenté ici.

John Dewey a développé une philosophie de l'action dont l'objectif est de résoudre des problèmes pratiques. Pour Dewey, l'enquête pragmatique (Dewey, 1967) apparaît comme un moyen de faire face à une situation devenue problématique (Hazard, 2018). Cette enquête consiste pour un individu à faire appel à son expérience acquise lors d'actions passées pour trouver une solution. Au cours de ce processus, les valeurs, c'est-à-dire « ce à quoi nous tenons » (Bidet et al., 2011) jouent un rôle important : elles orientent les choix de l'acteur tout en étant réévaluées au cours de l'action. Dans ce contexte de transition, les moyens et les fins sont également régulièrement redéfinies : l'enquête est donc un processus réflexif et co-évolutif. Par définition elle est donc une proposition radicalement opposée aux méthodes classiques de prospectives dites « backcasting » où il est question de viser une situation idéale et de définir une trajectoire pour y parvenir.

L'enquête pragmatique peut être menée individuellement mais également collectivement au sein de ce qu'on appelle une communauté de pratiques. Celle-ci peut être considérée comme l'unité fondamentale des social learning systems ou systèmes d'apprentissage social (Wenger, 2000). Les communautés d'enquêtes conduisent à des résultats probants dans de très nombreux domaines et notamment en milieu agricole, sur des thèmes comme l'utilisation du semi-direct (Goulet, 2013) ou encore pour l'amélioration de l'autonomie de fermes laitières (Hazard et al., 2022).

c) Présentation des actions

Les actions mises en œuvre par le Hmm Lab s'articulent en plusieurs « défis », c'est-à-dire en temps d'accompagnements à la fois individuels et collectifs de différents groupes d'acteurs par un processus démocratique visant à une transition des systèmes agri-alimentaires. A ce jour, deux d'entre eux sont déjà initiés sur le territoire ariégeois :

- **Le Défi Foyers à alimentation positive (FAAP).** Ce dispositif est mis en œuvre par les acteurs du réseau FNAB sur plusieurs territoires français depuis une dizaine d'années. Il comprend des temps d'accompagnement comme des ateliers cuisine ou des visites de ferme, visant à la mise en place de changements dans les pratiques alimentaires des familles ou plus largement des foyers : approvisionnement en produits de qualité bio et locaux, transformation des produits, nutrition... Le Hmm Lab a largement redessiné ce défi en y apportant une dimension expérimentale et démocratique. En effet, un travail de réflexivité permet aux participants de co-concevoir le format du défi et de le faire évoluer au cours du temps.

- **Le Défi cuisines à alimentation positive (CAAP).** Il a été imaginé comme une transposition du défi FAAP aux acteurs de la restauration collective. Il s'appuie également sur différents temps d'accompagnement prenant la forme de diagnostics d'établissement, formations techniques, temps de sensibilisation ou encore rencontres avec des fournisseurs locaux. Les thématiques abordées concernent aussi bien la cuisine que le service, l'approvisionnement et la communication.

Le travail présenté dans ce mémoire porte sur la conception et le lancement d'un 3^{ème} défi visant cette fois à accompagner les producteurs dans une dynamique de transition. Si ces acteurs sont déjà largement accompagnés par divers organismes dont BAG sur le territoire ariégeois, il apparaissait pertinent de les intégrer dans l'approche innovante proposée par les défis. D'autant plus que ces accompagnements existant se focalisent majoritairement sur les aspects purement agricoles ou encore administratifs et économiques.

2. Le Défi Producteurs

a) Les premières lignes du « Défi Producteurs »

Les premières idées du Défi producteurs ont été posées préalablement à ce stage par les membres du Hmm Lab :

- Transposer aux producteurs l'idée de « défi », c'est-à-dire d'expérimentation pragmatique collective de changements de pratiques vers la transition agri-alimentaire.
- Ne pas réinventer ce qui se fait déjà et être en lien avec ce qui existe sur le territoire ariégeois. En effet, de nombreux accompagnements sont déjà effectués par les acteurs du développement agricole comme BAG ou les Chambres d'agriculture. Ils se concentrent en particulier sur les enjeux de techniques ainsi que plus récemment et dans une moindre mesure les enjeux commerciaux avec la structuration de filières locales.
- Faire du lien avec les autres défis, permettant ainsi l'échange autour des enjeux rencontrés par les producteurs avec les différents groupes sociaux situés à l'aval des filières agri-alimentaires ; par exemple : les consommateurs, les transformateurs, les commerçants...

b) Un 1^{er} cadrage du « Défi Producteur »

Dans le cadre d'un stage de fin de 2^{ème} année de master de sociologie effectué par Julie Locqueville, un 1^{er} cadrage du défi producteur a été réalisé (Locqueville, 2020). En s'appuyant sur une série d'entretiens exploratoires, ces travaux ont étudié la transposabilité de l'idée de défi à d'autres acteurs et notamment aux producteurs. L'une des principales conclusions a été de mettre en évidence l'importance que revêt le lien entre les producteurs et les consommateurs pour différentes raisons :

- La communication est partiellement rompue entre ces deux groupes sociaux.
- Le regard du consommateur influence fortement le travail des producteurs. Par exemple, dans le cadre de la vente directe, les producteurs se sentent particulièrement valorisés et encouragés par les propos des consommateurs.
- La structuration de débouchés commerciaux locaux est souvent difficile et nécessite une forte implication des producteurs et des consommateurs.
- Il existe une grande diversité de moyens de collaboration entre ces deux groupes sociaux.

c) *Un intérêt des producteurs pour les enjeux de démocratie alimentaire ?*

En lien avec les thèmes d'alimentation et de lien avec les consommateurs, le thème de la démocratie alimentaire et en particulier de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) est apparu de manière régulière dans les réflexions des producteurs de BAG.

La Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)

La SSA est un projet politique porté depuis 2018 par un collectif rassemblant différentes organisations françaises (ISF-Agrista, Collectif Démocratie Alimentaire, la Confédération Paysanne, Réseau Salariat, ...). Sa création est née du constat qu'une partie importante de la population subit des violences alimentaires, auquel s'est ajouté celui du manque de durabilité de systèmes agricoles majoritaires. Par conséquent, il est apparu nécessaire pour ces acteurs d'apporter une réponse politique et économique à ces problématiques. La SSA s'inspire du principe du régime général de la sécurité sociale de 1946 en posant l'accès à une alimentation de qualité comme un droit fondamental à l'accès universel, financé par un système de cotisation et un conventionnement des acteurs des systèmes agri-alimentaires par la constitution de démocraties locales (Caillavet, 2021).

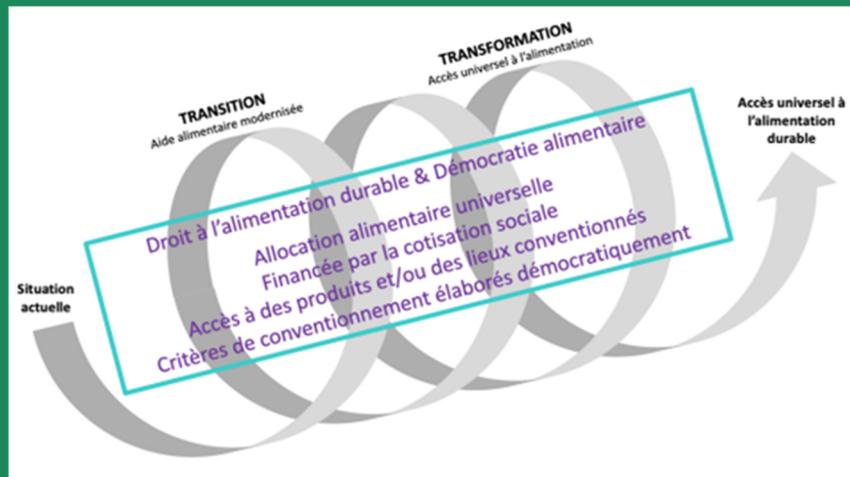


Figure 4 : Représentation schématique de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, issue des travaux du Collectif Démocratie Alimentaire

Concrètement, elle revient à fournir 150 €/mois/personne, sans conditions (**universalité**), destinés à l'achat d'aliments de "qualité". Les critères de qualité sont définis au sein d'instances démocratiques locales aboutissant au **conventionnement** de producteurs et de commerçants chez qui il est possible d'utiliser ces 150 €. Ces instances démocratiques intègrent de nombreux temps d'échanges avec des experts et professionnels des sujets agri-alimentaires en vue de permettre une construction éclairée des critères de conventionnement. Le montant est financé par des **cotisations** basées sur des critères de revenu et gérées de manière indépendante vis à vis de l'état, par des caisses locales. Une autre partie du montant collecté par les caisses serait destinée au financement de projets collectifs locaux (magasins de producteurs, ateliers de transformations ...). **La SSA repose donc sur le triptyque : universalité, conventionnement et cotisations.**

Ce sujet est donc actuellement porté par un collectif d'associations au niveau national et des initiatives locales s'en inspirant sont menées depuis peu sur plusieurs territoires en France.

Ce thème a particulièrement été traité par l'association à deux reprises avant ce stage :

- Tout d'abord, il avait été question en octobre 2021 d'organiser une animation sur ce thème, à l'initiative de plusieurs administrateurs de BAG, à l'occasion de la foire annuelle organisée par BAG. Cependant, cet événement n'a pas eu lieu du fait de la crise sanitaire et la conférence n'a pas pu se dérouler.
- Ce thème avait fait l'objet d'un atelier de discussion lors de la dernière assemblée générale de BAG le en mars 2022. A cette occasion, les discussions avaient été particulièrement riches, témoignant d'un réel intérêt pour les producteurs à travailler sur ce sujet.

Les sujets de démocratie alimentaire et de SSA sont donc apparus comme une hypothèse intéressante pour mener un accompagnement collectif, qu'il apparaissait nécessaire de vérifier au préalable.

d) Approche méthodologique globale

Comme le montre la Figure 5, la méthodologie utilisée lors de ce stage présente la particularité d'être un processus évolutif et itératif.

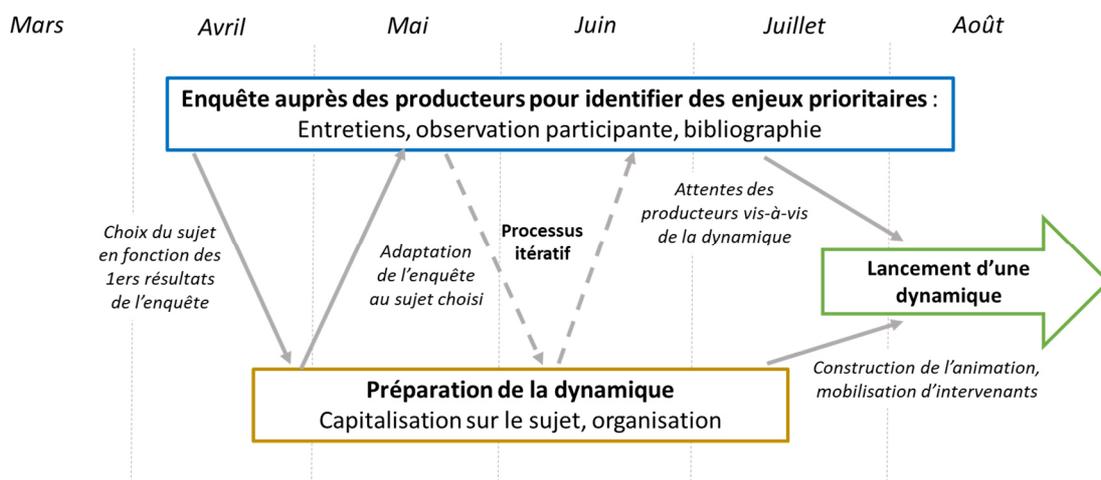


Figure 5 : Organisation générale et temporelle de la méthodologie du stage

Sur la base des travaux sur l'apprentissage organisationnel (Argyris & Schön, 2001), la méthodologie de ce stage a donc fait appel à 2 boucles itératives de conception communicant entre-elles :

- Un travail d'enquête effectué auprès de producteurs a permis d'identifier les enjeux qu'ils perçoivent comme prioritaires en vue de la conception de la dynamique.
- Cela nous a ensuite conduit vers le sujet de la démocratie alimentaire, qui a fait l'objet d'un travail de capitalisation d'information. L'ensemble des résultats collectés au cours de l'enquête et de ce travail de capitalisation ont permis d'aboutir à la conception et au lancement d'une dynamique collective portant sur ce sujet.

II. Enquête sur les enjeux prioritaires pour les producteurs bio du PNR PA en vue de la conception d'une dynamique collective

Si des précédents travaux ont permis de mettre en évidence un intérêt des producteurs pour leur lien avec les consommateurs, nous avons souhaité mieux étudier cette hypothèse et en particulier dans quelle mesure elle pouvait faire l'objet d'une dynamique collective. Ainsi, nous souhaitions comprendre comment cela pouvait s'articuler avec les valeurs qui les animent, en les questionnant plus largement sur leurs préoccupations, que ce soit à l'échelle de l'exploitation ou du territoire. Il s'agissait donc de répondre à la question : « *Quels sont les enjeux agricoles et alimentaires perçus comme prioritaires par les producteurs du PNR PA en vue de la conception d'une dynamique collective ?* ».

A. Méthodologie d'enquête

Un travail d'enquête a donc été effectué et visait plusieurs objectifs :

- Identifier les enjeux perçus comme prioritaires par les producteurs en vue d'orienter le thème de la dynamique collective.
- Identifier les « valeurs » des producteurs et comment elles sont mises en cohérence avec leurs actions.
- Connaître le regard des producteurs sur certaines initiatives pour évaluer la possibilité qu'elles fassent l'objet d'une dynamique collective.
- Connaître les possibilités de « recrutement » de la personne enquêtée au sein de la dynamique. Mieux comprendre les freins et levier à cette participation.
- Obtenir des contacts d'autres producteurs ou acteurs mobilisables pour l'enquête et la dynamique collective.

Le travail d'enquête effectué s'est majoritairement appuyé sur une série d'entretiens semi-directifs réalisés auprès des producteurs. Il a été complété par d'autres méthodes : observation participante au cours de formations techniques et réunions de producteurs, lecture de divers comptes-rendus de réunion ...

1. Méthodologie d'entretien

a) Échantillonnage

Une série d'entretiens a été effectuée auprès de producteurs bio installés sur le territoire du PNR PA. Le nombre avait été estimé à une dizaine d'entretiens en début de stage et a finalement été arrêté à 14 lorsque les résultats devenaient redondants et suffisants pour mener la dynamique collective. Un échantillonnage sur la diversité a été effectué au sein des producteurs bio d'Ariège.

Le choix des enquêtés a donc ciblé plusieurs critères :

- La diversité des producteurs en particulier de leur type de productions, leur localisation et leur genre.
- L'intérêt des enquêtés pour les questions d'alimentation, de lien avec les consommateurs.
- La possible participation à une dynamique collective. Pour cela il est intéressant de se tourner vers des profils d'agriculteurs-moteurs, dont le rôle déterminant dans la mise en œuvre de projets territoriaux a été mis en évidence (Pierre, 2015), et s'explique par leur forte

sensibilisation aux enjeux de territoire ainsi que par leur fonction d'élus et de représentants d'organisations.

- La certification en Agriculture Biologique, en accord avec les objectifs de la structure d'accueil.

Pour ces raisons nous nous sommes dans un 1^{er} temps appuyé sur le réseau de producteurs impliqués à BAG, car ils combinent bon nombre de ces critères.

Par la suite il a été possible de réaliser un échantillonnage boule de neige basé sur le bouche-à-oreille : c'est-à-dire qu'un producteur enquêté pouvait nous renvoyer vers un ou plusieurs autre(s) producteur(s) dans la mesure où ce(s) dernier(s) semblaient correspondre aux critères cités précédemment.

Bien que l'ensemble des producteurs enquêtés étaient en bio, nous avons donc retrouvé en leur sein une forte diversité de profils :

- **Type de production.** Les enquêtés disposent d'une grande diversité d'ateliers : élevage (bovin allaitant et laitier, ovin et caprin laitier, volaille, porcs) avec ou sans atelier de polyculture, maraichage diversifié, production fruitière, apiculture. Des ateliers de transformation, principalement laitier, sont souvent présents sur l'exploitation.
- **Dimension de l'exploitation.** On retrouve des exploitations individuelles et des GAEC pouvant aller jusqu'à 4 associés.
- **Genre.** On retrouve une assez forte mixité de genre avec 6 femmes enquêtées et 8 hommes.
- **Localisation.** Si les exploitations se concentrent majoritairement à l'écart des zones montagneuses situées au sud du PNR PA, elles se répartissent relativement équitablement sur ce territoire.

b) Guide d'entretien

Un guide d'entretien a été construit dans l'objectif de venir en appui de l'enquêteur au cours de l'entretien (Annexe 1). Il présente les grands thèmes à aborder, les questions à poser, ainsi que des suggestions de relances dans le cas où une question ne semble pas suffisamment claire pour l'enquêté ou qu'elle semble avoir été insuffisamment traitée.

Nous allons ici nous intéresser aux différents thèmes abordés dans le guide et voir ce qui nous a conduit à faire ces choix.

Tableau 1 : Présentation de thèmes figurant dans le guide d'entretien, exemples de questions et objectifs

Thème abordé	Exemples de questions
Présentation générale de l'enquêté et de son exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvez-vous vous présenter ? • Pouvez-vous présenter votre exploitation ?
<p><u>Objectif</u> : Ce thème permet dans un premier temps de mieux connaître le profil de l'individu enquêté en particulier ses valeurs, son parcours. Puis, il s'agit de le questionner sur son exploitation en vue d'avoir une connaissance globale de son système de production. On cherche également ainsi à mettre à l'aise l'enquêté en commençant par une question générale.</p>	
Rapport de l'enquêté à l'alimentation	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce qui vous importe le plus dans l'alimentation que vous produisez ? • Passez-vous du temps à cuisiner ?

<p><u>Objectif</u> : Caractériser le lien qui unit le producteur à l'aliment qu'il produit et à l'alimentation en général, voir s'il réside certaines valeurs dans ce lien et quelles actions il mène pour être en accord avec celles-ci.</p>	
<p>Place de l'enquête dans le système alimentaire et le paysage socio-économique agricole</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quel est votre système de commercialisation ? • Quel lien entretenez-vous avec les consommateurs ?
<p><u>Objectif</u> : Dans cette partie, on cherche dans un premier temps à caractériser le système de commercialisation et à connaître la présence éventuelle d'ateliers de transformation. On creuse également le lien du producteur avec les consommateurs : quand est-ce qu'il est amené à les rencontrer ? qu'est ce qui lui plaît ou lui pose problème ? Enfin, on cherche à connaître les implications de l'enquête au sein de diverses organisations en particulier sur les sujets de l'alimentation.</p>	
<p>Préoccupations et satisfactions de l'enquête vis-à-vis de son exploitation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce qui vous préoccupe sur votre exploitation ? • Au contraire, qu'est-ce qui vous rend satisfait ?
<p><u>Objectif</u> : En questionnant le regard du producteur sur son exploitation par le prisme des préoccupations et des satisfactions il est possible d'identifier les principaux enjeux qu'il identifie, avec un certain degré de priorité en fonction de l'ordre dans lesquels ils ressortent.</p>	
<p>Regard de l'enquête sur les politiques agricoles et alimentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quel regard portez-vous sur les politiques actuelles en matière d'agriculture et d'alimentation ? • Il y a-t-il des politiques alternatives que vous aimeriez voir être menées ?
<p><u>Objectif</u> : Questionner les producteurs sur les politiques actuelles ou alternatives permet de connaître son regard sur la manière d'envisager les questions de transitions, sur quels leviers peut-on s'appuyer pour enclencher un changement.</p>	
<p>Regard de l'enquête sur les possibles évolutions de l'agriculture et de l'alimentation sur le territoire ariégeois</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quel serait selon vous un scénario catastrophe pour l'agriculture et l'alimentation sur le territoire ariégeois ? • A contrario, un scénario idéal ?
<p><u>Objectif</u> : L'enquête est amené à projeter ses craintes et ses espoirs sur ces enjeux à travers un exercice de scénarisation. En présentant cette question sous la forme d'une scénarisation, on laisse davantage de liberté à l'enquête à pour qu'il projette ses valeurs.</p>	
<p>Regard de l'enquête sur différentes initiatives en lien avec la démocratie alimentaire : les Paniers suspendus, la Sécurité sociale de l'alimentation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce que ces initiatives vous évoquent ?
<p><u>Objectif</u> : Dans cette dernière partie on présente deux démarches ayant trait à la démocratie alimentaire : les paniers suspendus (initiative d'accessibilité alimentaire menée par BAG qui présentée par la suite) et la Sécurité Sociale de l'Alimentation. L'objectif est de connaître la sensibilité des enquêtés pour ce genre de démarche : sont-ils réticents, indifférents ou au contraire volontaires pour s'y impliquer ? Quel questionnement ces initiatives soulèvent-t-elles chez eux ?</p>	

c) Déroulement des entretiens

Les entretiens se sont exclusivement déroulés sur l'exploitation ou au domicile de l'enquêté et cela pour des raisons pratiques et car cela répondait aux besoins de l'enquête.

C'est en effet un moyen de limiter le temps demandé au producteur pour la réalisation de l'enquête ainsi que de rendre plus à l'aise l'enquêté dans la mesure où il se trouve dans un endroit qu'il connaît parfaitement.

L'observation de l'exploitation est également un bon moyen de récupérer des informations supplémentaires sur l'enquêté, son système de production et le contexte dans lequel ils s'inscrivent. Cela a pu être possible par une visite de l'exploitation au début ou à la fin de la majorité des entretiens. A 3 reprises l'entretien a été effectué en présence de la ou du conjoint(e) de la personne enquêtée, donnant soit un entretien à deux voix, soit deux entretiens en un lorsque les conjoints disposent chacun d'un atelier de production indépendant. Ils ont néanmoins été comptés à chaque fois comme un seul entretien car la grille d'enquête n'a jamais été complètement suivie par les deux conjoints. Souvent, un associé, salarié ou membre de la famille s'est joint à la discussion pour apporter des nouvelles informations, des précisions ou parfois un point de vue contradictoire.

d) Analyse des résultats

Lors de chaque entretien, une prise de note a été effectuée ainsi qu'un enregistrement au dictaphone après avoir préalablement pris soin de demander l'accord de l'enquêté. Sur la base des méthodes d'analyse inductive, souvent mobilisées en enquête exploratoires (Blais & Martineau, 2007), il a été possible de traiter les résultats en combinant 3 différentes méthodes d'analyse :

- Une synthèse reprenant la structure du guide d'entretien et permettant d'avoir une vision d'ensemble de chaque réponse donnée. Cette méthode présente néanmoins la limite de ne pas présenter les informations fournies par l'enquêté en dehors des questions posées.
- Un travail d'analyse de contenu par codage thématique donnant un aperçu de la récurrence des thèmes abordés par chaque enquêté. Cette méthode est largement utilisée dans différents domaines notamment depuis le début de XXIème siècle et est particulièrement adaptée aux enquêtes exploratoires (Elo & Kyngäs, 2008).
- Un recueil de citations, permettant ensuite d'illustrer des réponses que l'on cherche à analyser.

Une analyse plus approfondie des scénarios construits par les producteurs visera à mettre en évidence les principaux éléments que l'on illustrera par des citations.

2. Autres méthodes d'enquêtes complémentaires

a) Bibliographie

Un travail de bibliographie a également permis de recueillir des informations sur les besoins et préoccupations des producteurs du territoire. Il s'agissait par exemple de comptes-rendus de réunion comme celui de la dernière assemblée générale de BAG au cours de laquelle ont été abordés un certain nombre d'enjeux pour les acteurs du monde agricole ariégeois sur les sujets agricoles et alimentaires. Ce travail bibliographique s'est également intéressé à différentes études, notamment la « Toile alimentaire » qui consiste en un diagnostic des flux alimentaires sur le territoire du PNR PA. Ce travail a été effectué en 2020 en amont du Projet alimentaire de territoire (PAT) en émergence sur le PNR PA.

b) Participation à divers évènements

L'enquête s'est également appuyée sur une participation à différentes réunions, formations et autres travaux de terrain organisés par des salariés de BAG. A cette occasion la méthode empruntée s'est inspirée de l'« observation participante », démarche d'enquête qui consiste à recueillir de nouvelles informations en partageant l'expérience d'individus étudiés (Lapassade 2002). Cette méthode a été employée à plusieurs reprises au cours de ce stage :

- Réunion de producteurs sur les questions d'accessibilité organisée par BAG.
- Journée de formation technique sur la Protection Biologique Intégrée (PBI) en maraichage.
- Matinée consacrée à des analyses de terrain chez un maraicher en appui d'un stagiaire de BAG.

A cette occasion l'objectif était de recueillir toute information pertinente pour l'enquête, en se focalisant particulièrement sur les informations échangées entre producteurs qui ne concernent pas la technique. Pour cela il s'agissait principalement de suivre les échanges entre producteurs, parfois d'y participer, voire de les susciter.

B. Résultats et analyse de l'enquête

1. Résultats généraux

a) Synthèse thématique des enjeux identifiés

Une première analyse des entretiens a permis de mettre en évidence les principaux enjeux ressortis au cours de l'enquête (Figure 6).

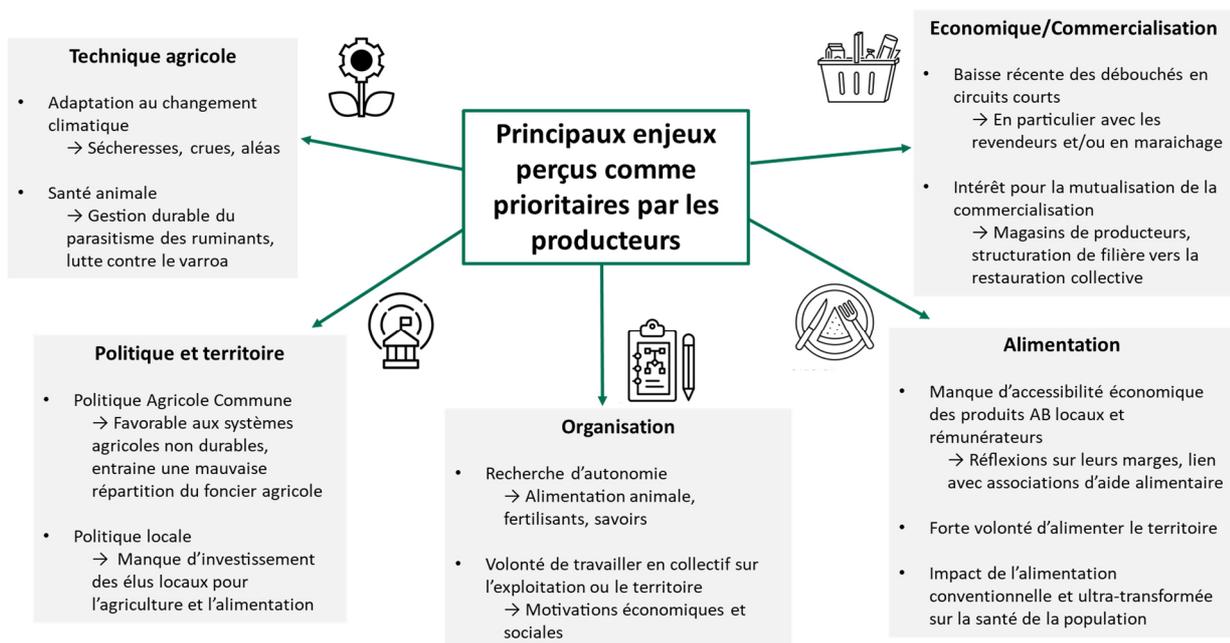


Figure 6 : Principaux enjeux perçus comme prioritaires par les producteurs bio du PNR PA au cours de l'enquête

L'identification de ces enjeux a été réalisée dans un 1^{er} temps grâce à une analyse de contenu, qui a permis de mettre en évidence les thèmes les plus récurrents au cours des entretiens. Puis le tableau de synthèse (Annexe 1) et les citations ont aidé à approfondir leur analyse.

Technique agricole

Si ce sujet n'était pas traité de manière prioritaire au cours de l'enquête, il a été abordé à plusieurs reprises. Le changement climatique fait partie des principales préoccupations des producteurs, en particulier avec l'augmentation des sécheresses, des crues et des aléas en général. Les producteurs enquêtés se sentent particulièrement vulnérables économiquement puisque les pertes de récoltes ne sont pas souvent assurées. Pour y faire face, des adaptations sont mises en place sans grandes certitudes sur leurs résultats « P6 : *On essaye de faire pâturer plus tôt et de faucher plus tôt et le plus vite possible pour essayer de gagner sur les repousses de juin* ». En élevage la gestion du parasitisme est une autre véritable préoccupation, notamment du fait de l'augmentation des résistances aux traitements chimiques classiques et au manque d'efficacité des alternatives existantes.

Politique et territoire

Les producteurs se sont montrés très critiques sur les politiques agricoles actuelles, en particulier la Politique Agricole Commune (PAC). Celle-ci vient largement favoriser les grands propriétaires fonciers comme en témoigne ce producteur : « P14 : **le mec a déjà la moitié de la vallée et il a acheté ce petit champs [...] il a passé une fois le gyrobroyeur, il a mis la clôture et depuis y'a plus rien. C'est à lui et il touche les aides** ». De plus, pour les enquêtés ces exploitations visent moins à produire de l'alimentation pour le territoire qu'à bénéficier des aides « P7 : *C'est des éleveurs de PAC, faut pas leur dire en face ... ils profitent du système tel qu'il est maintenant mais pour ceux qui veulent manger local c'est pas intéressant [...] C'est pas normal qu'on en soit arrivé à quelque chose d'aussi peu rationnel.* ». Néanmoins ces aides viennent largement soutenir les systèmes d'élevages de montagne comme le rapporte cette éleveuse « P8 : *S'il n'y avait pas cette PAC, je pense qu'il n'y aurait plus d'agriculture en Ariège, ou en tout cas dans les montagnes* », qu'elle justifie par un manque d'accessibilité des prix « P8 : *ça serait le top qu'on arrive à s'en sortir sans aides mais ça voudrait dire qu'au lieu d'être à 15 €/kg on serait à 30 €/kg (...) mais c'est pas possible on peut pas demander aux gens 30 €/kg ...* ».

Au niveau de l'alimentation, les orientations des lois EGALIM conviennent généralement aux producteurs, en particulier sur leurs orientations visant à plus de bio et de durable dans la restauration scolaire, bien qu'ils regrettent leur manque d'application. Davantage de sensibilisation auprès de la population devrait également être menée sur les bienfaits de l'agriculture bio. A l'échelle locale, les politiques ne se préoccupent pas suffisamment d'agriculture et en particulier des enjeux de relocalisation.

Organisation

Sur le plan organisationnel, la majorité des enquêtés se positionnent en faveur d'une forte autonomie, que ce soit pour l'alimentation des animaux, les intrants ainsi que des savoir-faire. Cette orientation se fonde sur une volonté de s'extraire des marchés mondialisés, en particulier dans ce contexte de forte inflation mais également par volonté d'épanouissement personnel grâce à la maîtrise la plus complète possible de leur système.

Le travail en collectif fait également l'objet d'un fort intérêt pour les producteurs. En effet, 3 exploitations enquêtées comprenaient au moins 4 associés. Cela est notamment motivé par une volonté d'efficacité, de limitation des coûts d'installation, ou encore de plaisir à travailler à plusieurs. Cette volonté de travailler en collectif est également vraie à l'échelle du territoire, comme en témoigne ce producteur « P2 : *Comme je ne voulais pas travailler tout seul, on a fait une Association Foncière Pastorale sur le village* ».

De manière générale il est ressorti une volonté d'améliorer les conditions de travail et en particulier par la diminution du temps de travail, comme l'évoque ce producteur : « P13 : *Avoir la satisfaction d'amener des produits de qualité et en même temps avoir un rythme de vie correcte vis à vis d'une famille avec des enfants qui grandissent, avec des amis qu'on voit peu, des loisirs qu'on fait peu, voilà : améliorer nos conditions de travail quoi...* ».

Enjeux économiques et commerciaux

La récente baisse de la commercialisation en circuits-courts, en particulier pour les maraichers et pour les voies de commercialisation via les revendeurs et en AMAP, préoccupe particulièrement les producteurs. Cette baisse s'est nettement accentuée en début 2022, notamment en lien avec le contexte d'inflation. Ce producteur l'a particulièrement remarqué au marché « P9 : *Vendredi j'ai jamais fait autant de petites parts au marché, d'habitude je fais plus des part de 8-12 € parfois plus [...] et là j'ai pas arrêté de faire des parts de 2 à 3 €* ». De nombreux producteurs souhaitent organiser des débouchés collectifs : magasin de producteurs, mutualisation de débouchés vers la restauration collective pour améliorer leurs débouchés locaux.

Alimentation et lien au consommateur

Le sujet de l'accessibilité économique des produits apparaît comme un véritable enjeu aux yeux des producteurs, en particulier car il vient questionner leurs marges et donc leurs revenus : faut-il garantir un prix accessible à tous les clients en gardant des prix bas mais au risque de perdre en revenu ? Ou au contraire les fixer suffisamment haut pour s'assurer dans un premier temps un revenu décent, quitte à écarter certains clients moins aisés financièrement ? Cette tension est particulièrement remarquable dans les propos de cette productrice, qui a fait le choix de la 2nde option « P4 : *En fait moi je me suis dit non, en fait je préfère avoir par ailleurs un lien avec les restos du cœur ou quoi pour une partie de notre viande et avoir une action vraiment sociale et savoir qui on soutient plutôt que d'écraser nos prix pour des personnes qui ont des niveaux de vie plus élevés que nous et qui n'ont pas conscience du travail que ça demande* ». C'est cette même réflexion sur les marges qui est portée par ce producteur « P3 : *Il faut surtout pas aller expliquer à des producteurs qu'ils font des prix trop chers et qu'ils faudrait qu'ils baissent leurs tarifs pour que les pauvres puissent manger. (...) Parce que prendre à ceux qui ne sont pas riches pour rendre à ceux qui sont pauvres c'est une vision de la solidarité qui me fait tousser un peu...* ».

Le souhait d'alimenter le territoire est revenu de manière prédominante au cours de ces entretiens, en lien avec le fait que l'ensemble des producteurs enquêtés commercialise au moins une partie de la production en vente directe.

Un regard très critique est également porté sur les habitudes de consommation des habitants « P8 : *C'est plein de contradictions l'Ariège parce qu'on a le passe qui est pas loin pour l'alcool et le tabac, on a sur cette nationale 5 (célèbre chaîne de fast-food) (...) donc faut pas croire que tout le monde fait les courses au marché* ». Néanmoins ces habitudes semblent varier en fonction des territoires et ne pas dépendre que des moyens financiers des acheteurs « *Le village est pauvre hein, 60 % de RSA, l'Ariège c'est pauvre en général, mais les gens s'arrêtent, même si le fromage est un peu plus cher, il y a du troc, des arrangements, mais ils vont vers la bonne bouffe !* ». La problématique est donc pour les producteurs à la fois économique mais également culturelle, nécessitant des actions de sensibilisation.

Regard sur les initiatives d'accessibilité et de démocratie alimentaires

Le regard des producteurs sur les enjeux de démocratie alimentaire sera développé par suite mais il peut être noté plusieurs remarques à leur sujet.

- Il apparaît prioritaire pour de nombreux producteurs de faire évoluer le modèle de l'aide alimentaire, en particulier pour la qualité des produits distribués, comme on peut le voir avec cette productrice, elle-même fille de producteurs maraichers et bénéficiaire auparavant « P7 : *Pendant mes études j'étais logée chez une amie de mes parents en échange de légumes et on recevait des paniers de l'aide alimentaire, et on mangeait vraiment mal. C'était vraiment dégoûtant, moi qui avais grandi sur une ferme biodynamique de me retrouver avec des raviolis en boîte, entre la pâte pour chien ou ça ... On va dire j'ai goûté à l'autre côté et pour moi ça ne devrait pas être ça une banque alimentaire ...* ».
- Les initiatives de solidarité dont l'accès est basé sur les critères de revenus posent particulièrement question car il est difficile d'estimer qui est en situation de précarité et qui ne l'est pas, comme l'évoque cette même productrice « P7 : *Après dans notre secteur c'est difficile de dire qui a moins de revenus que qui, par qu'il y en a tellement qui le sont par choix au chômage et qui touchent le RSA [...] Limite moi je peux même dire aussi que je suis en manque de revenus si on regarde : je suis non imposable.* ». Il y a donc une préférence pour les systèmes visant à l'universalité des bénéficiaires.

b) Focus sur l'exercice de scénarisation

Cette partie est consacrée à la présentation et l'analyse de plusieurs scénarios « catastrophes » et « idéals » pour l'agriculture et l'alimentation sur le territoire ariégeois, produits par les producteurs au cours des entretiens. Des citations viendront illustrer les grandes tendances qui se sont dégagées au cours de l'exercice.

Scénarios « catastrophe »

Les scénarios catastrophes mettent tout d'abord en évidence que les trajectoires agricoles et alimentaires actuelles prennent actuellement pour les enquêtés une tendance catastrophique. En effet, il a été dit à plusieurs reprises que l'on pouvait déjà constater au quotidien une situation délétère, en particulier au sujet des questions environnementales. Si la tendance actuelle d'agrandissement des plus grandes exploitations se poursuit certains producteurs estiment qu'il ne sera plus possible pour des jeunes installant d'avoir accès au foncier, limitant ainsi largement l'autonomie alimentaire du territoire. L'arrêt de cet agrandissement nécessitera de revoir les politiques foncières et les orientations de la PAC. Cette distinction entre les « grosses » exploitations et « les petites », auxquelles ils s'identifient, mettent en évidence un important clivage entre une « agriculture industrielle » versus une « agriculture paysanne ». Ces deux systèmes s'opposent par leur dimension donc, leur empreinte environnementale, leur degré d'autonomie ainsi que leur capacité à alimenter le territoire. Dans ce sens, le clivage entre systèmes bio versus conventionnels est fréquemment mis en avant. De plus, plusieurs producteurs ont présenté leur crainte de voir se développer davantage de mesures de compensation environnementale, venant créer une forte ségrégation spatiale des activités ainsi que justifier des pratiques agricoles non-durables par ailleurs. Enfin, des producteurs ont mis en avant leur crainte de voir les prix alimentaires augmenter et ainsi limiter l'accès à une alimentation durable pour une partie de la population. Nous illustrerons ces tendances par plusieurs citations.

P 13 : « (Le scénario catastrophe) on est en train de le vivre : changement climatique, problème de ressource en eau... ». Cette citation témoigne du caractère déjà catastrophique de la situation actuelle

pour ce producteur et en particulier pour des raisons climatiques. L'entretien a été effectué au cours d'une vague de chaleur et des restrictions à destination des producteurs irrigants venaient d'être annoncées, rendant le sujet plus concret et donc omniprésent dans les esprits.

*P14 : « Quand tu vois que l'Afrique est tenue par le blé qui est retenu à Odessa. Y'a des millions de tonnes qui sont réservés là, tout ça pour des conflits à la con, les mecs ils crèvent la dalle en face. Nous en Ariège on pourra se démerder, on a tous un petit potager et puis **l'entre-aide elle marcherait ici. Mais le truc qui pourrait arriver, le plus gros conflit, c'est le climat.** ».* Ce propos est à relier au contexte géopolitique marqué par le conflit en Ukraine et de la menace qu'il fait peser sur l'alimentation de certains pays. Pour ce producteur, cela met en évidence la nécessité de l'autonomie alimentaire du territoire et de l'entre-aide. Il évoque également sa crainte vis-à-vis du changement climatique.

*P9 : « Là dans le voisinage, même quand c'est pour faire du foin, là ça y est c'est 150 cv, donc l'agriculture va mal mais **ça fait peur le matériel qui passe.** [...] et **la PAC n'est pas étrangère à ça.** ».* Pour ce producteur le scénario catastrophe serait une généralisation des systèmes industriels qu'il observe déjà sur le territoire et qu'il estime favorisés par les orientations de la PAC. Comme d'autres producteurs il estime que cette forme d'agriculture fait preuve d'une certaine irrationalité.

*P1 : « Le pire des scénarios pour moi c'est un monde rural complètement réensauvagé, un espèce de conservatoire d'espèces naturelles avec des loups, des ours. Des villes où **les gens vivent dans des espaces très clos.** Tout ce qui sera plaine facilement cultivable complètement informatisés, t'auras plus besoin de paysans, tout sera fait pas des robots en hyper intensif et hyper productiviste. Et puis les week end on amènera les enfants en bus pour leur montrer la nature. ».* Autre exemple avec *P5 : « Nous on va être la caution sauvage pour aller après **bousiller la plaine de Toulouse à grand renfort d'agriculture industrielle** mais on aura compensé en laissant la forêt dans les Pyrénées, en laissant de l'agriculture paysanne bio à deux trois endroit histoire d'avoir **une vitrine verte** et puis c'est tout. ».* Ces deux productrices évoquent leur crainte d'une séparation du territoire entre des espaces naturels très préservés voués au tourisme à la compensation des pratiques agricoles déployées sur des territoires de plaines. Une certaine distance entre la population et ces espaces naturels et agricole est également crainte, qu'elles opposeront dans le scénario idéal à une relocalisation de la production et une implication forte des habitants au sein des systèmes alimentaires.

P10 : « Le coût de l'énergie dans le quotidien est tellement fort qu'au lieu d'acheter des tomates bio, les gens vont commencer à acheter des tomates en conventionnel. ». En lien avec les conjonctures économiques actuelles d'inflation, cette productrice met en avant sa crainte quant à l'accessibilité économique des produits durables.

Scénario idéal :

Les scénarios idéals font ressortir différentes grandes tendances, parfois sous forme de simple opposition aux scénarios catastrophe mais font également émerger de nouvelles propositions. On retrouve donc fréquemment le souhait de voir se développer une agriculture paysanne, économe en intrants et favorisant l'autonomie alimentaire du territoire. Ces types d'exploitations étant de petite taille, il serait nécessaire de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs en inversant la tendance actuelle. Pour cela il apparaît nécessaire de voir la sphère politique se mobiliser largement sur ces enjeux pour qu'elle promeuve ses systèmes au travers d'une réorientation de la PAC, de politiques locales sur le foncier mais également d'une forte sensibilisation à destination de la population. Une meilleure coopération entre producteurs et avec les consommateurs est également souhaitée.

P7 : « *Finally je suis pour la vie des braves à la montagne telle qu'elle était y'a 60 ans ou ptre même à l'avant-guerre, avec les outils qu'on a qui font qu'elle est quand même plus facile et puis s'il faut repasser aux boeufs, on repasse aux boeufs ...* ». Cette citation fait apparaître une remise en question des bénéfices apportés par le bond technologique depuis l'après-guerre et de renouer avec une agriculture paysanne, plus économe et autonome, sans pour autant rejeter tout progrès technique.

P3 : « *Le scénario idéal pour moi ça serait qu'on ait des élus qui prennent le sujet à bras le corps, qui arrêtent de s'en foutre et qui s'intéressent à comment relocaliser l'alimentation.* ». L'attente d'une mobilisation des pouvoirs publics est bien illustrée ici et en particulier dans un objectif de relocalisation de l'alimentation.

P13 : « *une forte mobilisation de la population pour dire : il fait chaud, il fait sec mais si vous, paysans, nous amenez de la nourriture correctement on vous suit, quel que soit le prix à payer ...* ». Ce producteur met en avant la nécessité d'une forte implication des citoyens dans le soutien économique de l'agriculture locale. Ici on peut y voir une forme de responsabilisation individuelle du citoyen pour favoriser le processus de transition, alors que peu de temps après au cours de l'entretien ce producteur s'est positionné en faveur d'une démocratie alimentaire et en particulier d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation dont il sera question par la suite.

2. Emergence du thème de la démocratie alimentaire

Ce travail a notamment permis de vérifier l'intérêt particulièrement fort des producteurs pour les enjeux de démocratie alimentaire et en particulier celui de la Sécurité Sociale de l'Alimentation. Au cours des entretiens, le sujet est apparu à différentes reprises :

- Bien que le thème fût abordé avec chaque enquêté en fin d'entretien, le thème est apparu à 4 reprises avant cette étape. Les producteurs avaient eu écho de ce sujet au sein des instances de BAG, du syndicat agricole La Confédération Paysanne ou encore en travaillant au sein de groupements d'achats s'intéressant aux enjeux de démocratie alimentaire.
- Lorsque ce thème a été abordé en fin d'entretien auprès des producteurs, le sujet a fait à chaque reprise l'objet de discussions portant sur leurs interrogations, inquiétudes et sources de motivations sur le sujet. Un avis favorable sur le projet a été constaté à de nombreuses reprises et 9 producteurs se sont déclarés intéressés à l'idée de travailler collectivement sur ce sujet.
- Enfin, plusieurs thèmes connexes à la SSA sont ressortis de manière récurrente : réflexion sur l'accessibilité économique des produits commercialisés, inquiétude sur l'évolution des débouchés en circuits-courts, la nécessité de renforcer le lien entre les consommateurs et les producteurs ...

A partir de ce constat il a été décidé d'orienter le thème de la dynamique collective sur les enjeux de démocratie alimentaire et de SSA.

Maintenant que cette première boucle de conception consacrée à l'enquête a été présentée, nous pouvons nous intéresser à une seconde boucle portant sur la conception et le lancement d'une dynamique collective sur les enjeux de démocratie alimentaire.

III. Conception et lancement d'une dynamique collective de démocratie alimentaire

Une deuxième boucle itérative de conception visait donc à capitaliser des informations sur les questions de démocratie alimentaire en vue du lancement d'une dynamique collective portant sur les enjeux de SSA.

A. Méthodologie

1. Capitalisation d'informations

La préparation d'une dynamique a nécessité la réalisation d'un travail de capitalisation d'informations dont la méthodologie générale est présentée en Figure 7.

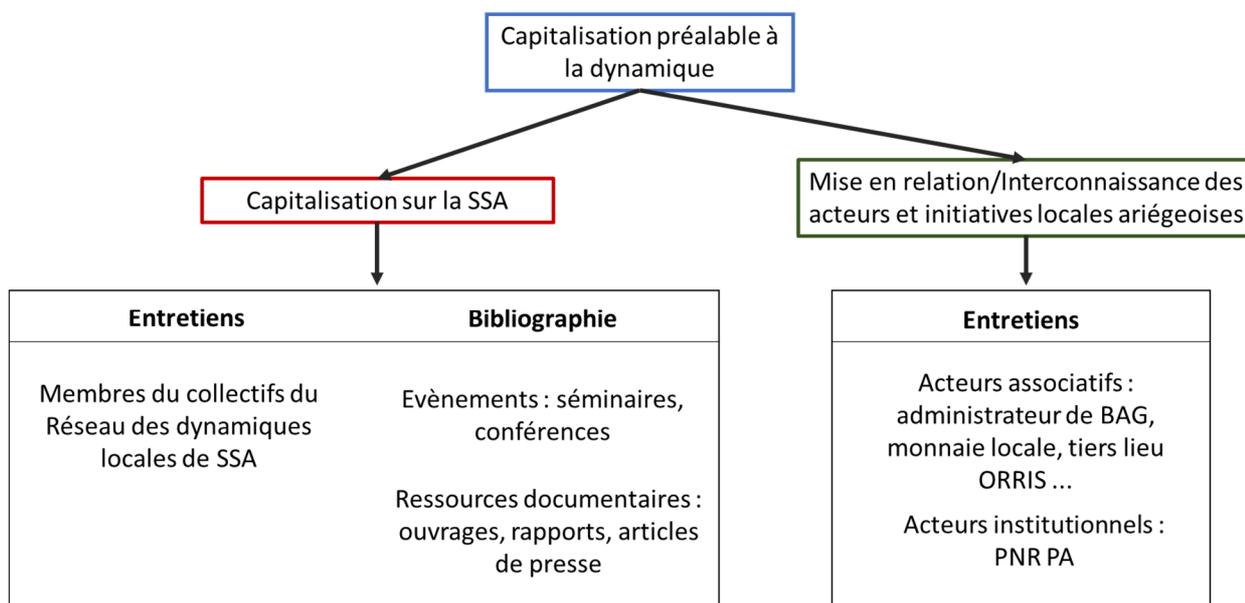


Figure 7 : Schéma de la méthodologie employée pour la capitalisation d'informations sur la SSA

Ce travail de capitalisation cherchait à répondre à plusieurs objectifs :

- Obtenir de meilleures connaissances des enjeux de démocratie alimentaire et de SSA
- Comprendre comment fonctionnent les dynamiques locales de SSA, en particulier leur processus de création, leur interaction avec le réseau national, les acteurs impliqués et en particulier ceux venant du monde agricole.
- Identifier et recruter des potentiels intervenants et participants pour le lancement d'une dynamique ariégeoise.
- Identifier d'éventuels ponts à faire avec d'autres initiatives et acteurs du territoire.

c) Capitalisation d'informations sur la SSA

De nombreuses ressources ont pu être mobilisées pour obtenir davantage d'informations sur le principe de la SSA, le collectif porteur du projet et les diverses initiatives qui cherchent à s'en inspirer sur le territoire français. En plus de collecter ces informations générales, il a été question de mieux comprendre comment impliquer les producteurs dans ce dispositif.

Ressources documentaires

La lecture d'ouvrages, d'articles de presse, de rapport ont également permis de renforcer la connaissance globale des enjeux de démocratie alimentaire et de SSA.

Séminaire et conférence en lien avec les enjeux de démocratie alimentaire et de SSA

- Séminaire organisé par le réseau InPACT le 14/02/2022 à la Maison paysanne de l'Aude à Limoux portant sur la question « Quelle est la place des paysan-nes dans la définition d'un nouveau modèle de solidarité alimentaire ? ». Ce séminaire s'est déroulé en amont du stage mais a été suivi en raison de sa proximité avec le sujet dont allait traiter ce dernier.
- Conférence organisée par l'Atelier d'écologie politique (ATECOPOL) le 08/06/2022 à la salle San Subra de Toulouse et abordant le thème « Bifurcation écologique et Sécurité sociale de l'alimentation ».

Entretiens et rencontres de membres du réseau national des dynamiques locales de SSA

Une fois que le sujet de la SSA a été définitivement choisi pour faire l'objet d'une dynamique collective, il a été effectué une série de 3 entretiens auprès de membres du réseau national des initiatives locales s'inspirant de la SSA.

Chaque entretien s'est déroulé à distance : par visio-conférence ou téléphone. Ces entretiens visaient plusieurs objectifs :

- Moment d'interconnaissance entre l'enquêteur et l'enquêté.
- Regard de l'enquêté sur les enjeux de démocratie alimentaire
- Recommandations de l'enquêté pour la conception de la dynamique : points de vigilance, format, acteurs à mobiliser ...
- Quelle place occupent les producteurs dans ces dynamiques de SSA ?

Tableau 2 : Acteurs du réseau national des dynamiques locales de SSA enquêtés

Poste et structure	Intérêts/questionnements
Membre active de l'association ISF-Agrista, porteuse du projet CAISSALIM à Toulouse	Présentation de l'initiative et de sa méthode de conception. Proximité géographique induisant d'éventuels liens entre les deux dynamique ?
Chargée de projet Sécurité Sociale de l'Alimentation au sein de l'association ISF-Agrista, Coordinatrice du Réseau national des initiatives locales de SSA	Connaissance du réseau : connaissance des initiatives, du fonctionnement du réseau.
Chargé de mission alimentation à la FR CIVAM Occitanie, porteur d'un projet de caisse alimentaire s'inspirant de la SSA dans un quartier de Montpellier	Présentation de l'initiative et de sa méthode de conception.

A cette période, une participation active au sein du réseau national des dynamiques locales a permis de faire progresser ce travail de capitalisation notamment par le suivi de plusieurs réunions à distance. La participation à une réunion sur un week-end (24-26/06/2022) organisée à la Maison paysanne de l'Aude à Limoux a permis également d'avancer sur ces sujets en échangeant avec d'autres porteurs d'initiatives. Cet événement a aussi été l'occasion de traiter collectivement de la question de la place des producteurs et des autres acteurs des filières agri-alimentaire dans les initiatives de SSA par la co-organisation d'un atelier sur ce sujet.

d) Rencontre d'acteurs ariégeois travaillant sur des sujets connexes à la SSA

Avant d'initier une réflexion collective sur le territoire du PNR PA, il a été nécessaire de prendre connaissance des acteurs et initiatives en lien avec ce sujet : connaître et se faire connaître de l'interlocuteur, identifier des liens éventuels à réaliser entre les différentes actions, mieux connaître les freins et leviers liés au territoire pour ce type d'initiatives. Pour cela différents entretiens ont été effectués auprès d'acteurs porteurs d'initiatives ou impliqués dans la vie associative du territoire. Ils ont été identifiés grâce à leur lien avec les réseaux de BAG.

Tableau 3 : Acteurs locaux enquêtés pour la conception de la dynamique

Structure/fonction	Intérêts/questionnements
Transformateur et membre du tiers-lieu ORRIS, sujets d'alimentation.	Vision du monde associatif local. Intérêt pour les enjeux alimentaires qu'il porte au sein du tiers lieu ORRIS.
Bénévole à BAG, membre du conseil citoyen de Saint-Girons	Connaissance du paysage associatif de Saint-Girons et de ses environs.
Transformatrice. Impliquée au sein du bureau de la monnaie locale ariégeoise.	Quel lien possible entre la SSA et le Pyrène ?
Chargée de mission alimentation au PNR PA, membre du Hmm Lab	Connaissance du territoire. Quel lien avec le Projet Alimentaire de BAG et autres travaux du PNR ?
Producteur et membre du CA de BAG	Connaissance du territoire agricole et associatif. Faire le lien avec le Conseil d'Administration de BAG.

Ces échanges n'ont pas fait l'objet d'un guide d'entretien car les raisons et les modalités de l'échange étaient hétérogènes. Néanmoins une structure commune était utilisée à chaque reprise pour conduire la discussion :

- Moment d'interconnaissance entre l'enquêteur et l'enquêté.
- Quel est le regard de l'enquêté sur les enjeux de démocratie alimentaire ?
- Recommandations de l'enquêté pour la conception de la dynamique : points de vigilance, format, acteurs à mobiliser ...
- Quelle implication de l'enquêté au sein de la dynamique ?

2. Préparation de la réunion

a) Cadre général de la réunion

Grâce à ce travail de capitalisation il a été possible de lancer une réflexion collective autour des enjeux de démocratie alimentaire et de SSA. Pour cela il a été question d'organiser une première réunion principalement à destination des producteurs mais également d'acteurs impliqués sur les questions d'alimentation et de précarité. L'objectif était de faire venir une majorité de producteurs tout en mobilisant d'autres acteurs des systèmes agri-alimentaires (consommateurs, transformateurs, associatifs) apportant une certaine pluralité de points de vue aux échanges. Le calendrier du stage a nécessité de positionner la réunion à la mi-juillet (18/07/2022), période relativement contraignante pour une bonne participation et en particulier pour un public d'agriculteurs.

La communication sur la réunion a été effectuée de plusieurs manières. Les producteurs enquêtés ont chacun fait l'objet d'une invitation individuelle, une invitation a été diffusée par mail auprès des adhérents de BAG et enfin des affiches ont été déposées au sein d'un magasin d'alimentation bio de Saint-Girons afin d'attirer d'autres publics. La réunion s'est déroulée au sein des locaux des Ateliers de la liberté, SCOP regroupant des activités de biscuiterie artisanale et de restauration située à Saint-Girons. Cette structure est porteuse d'un tiers lieu, ORRIS, qui comprend un axe de réflexion sur les enjeux alimentaires. C'est dans le cadre de ce tiers-lieu que cette réunion a été accueillie. Pour favoriser la participation il a été choisi de placer la réunion en fin de journée (17h30-19h30) et a visé une certaine convivialité en fournissant un repas en fin de réunion.

b) Thèmes de la discussion

La réunion s'est déroulée en plusieurs temps de présentation et d'échange :

- Retour sur les premiers résultats de l'enquête portant sur les enjeux perçus comme prioritaires par les producteurs bio d'Ariège effectuée au cours de ce stage.
- Présentation des enjeux de démocratie alimentaire et présentation d'une initiative de caisse locale s'inspirant de la SSA à Toulouse présentée par l'une des porteuses du projet.
- Discussion autour des contours d'une initiative de démocratie alimentaire en Ariège.

Un repas partagé a donné l'occasion aux participants de poursuivre les échanges de façon plus informelle.

B. Résultats et perspectives pour une initiative de démocratie alimentaire en Ariège

Le travail de capitalisation et le lancement de la dynamique collective ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements, venant éclairer les perspectives d'une initiative en Ariège.

1. Les enseignements du travail de capitalisation

a) Capitalisation sur les enjeux de la SSA

Un travail de bibliographie, une série de 3 entretiens ainsi que la participation à divers évènements (séminaires, réunions ...) ont permis de mieux connaître les enjeux de la SSA.

Tout d'abord, le projet est porté nationalement par le collectif « Pour une Sécurité sociale de l'alimentation » dans lequel on retrouve des organismes œuvrant dans les domaines agricoles, alimentaires et politiques avec par exemple ISF-Agrista, Réseau CIVAM, La Confédération Paysanne, le collectif Démocratie Alimentaire ou encore Réseau Salariat. Ce groupe interagit avec le Réseau national des dynamiques locales de SSA et rassemble des initiatives implantées majoritairement sur le territoire français., qui travaille en étroite collaboration avec un réseau rassemblant l'ensemble des dynamiques locales travaillant sur le sujet, dont une typologie est proposée en Figure 8.

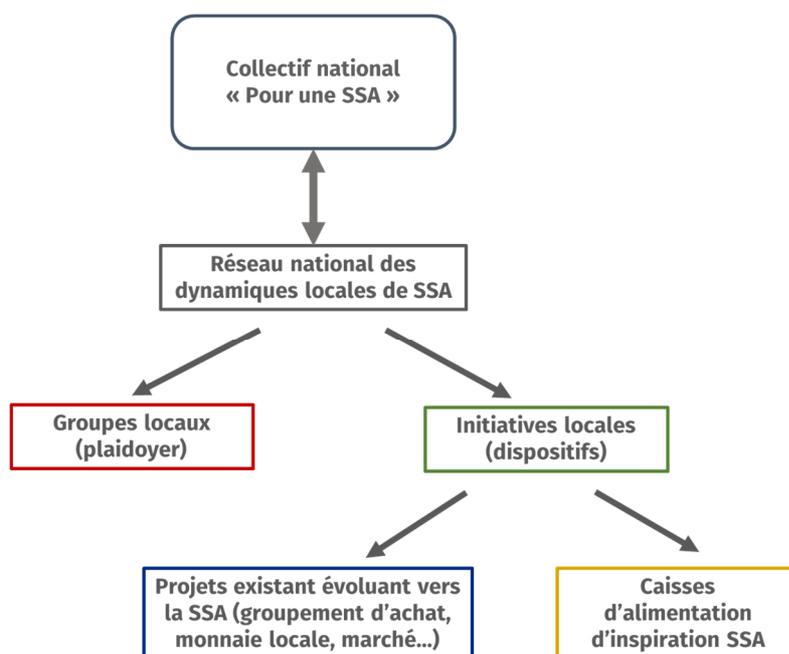


Figure 8 : Typologie des différentes dynamiques au sein réseau national des dynamiques locales de SSA

Au sein de ses dynamiques on retrouve différents acteurs :

- Des **groupes locaux**, qui visent à effectuer du plaidoyer sur les enjeux de la SSA par le biais de nombreux moyens de communication principalement à destination du grand public : conférences, ciné-débats, ateliers de sensibilisation... Ils communiquent également régulièrement auprès des acteurs politiques locaux ou nationaux, par exemple pour l'obtention de financements ou l'orientation des politiques publiques.
- Des **initiatives locales** porteuses d'un dispositif, parmi lesquelles on peut distinguer :
 - des **projets existants** (groupements d'achat, AMAP, monnaies locales, marchés...) souhaitant aller vers davantage de SSA, c'est-à-dire d'universalité et d'intégrer un dispositif démocratique de conventionnement et des cotisations.

- des **caisses locales d'alimentation**, créées directement en s'inspirant des caisses locales présentes dans le projet initial de la SSA.

Nous illustrerons ces initiatives par deux exemples différents dans l'encadré ci-dessous, qui témoignent de la forte diversité des initiatives portées par le collectif.

Deux exemples d'initiatives s'inspirant de la SSA

Marché du Lavoir à Dieulefit (Drôme)

Ce marché de plein vent, composé à l'heure actuelle d'un maraîcher, intègre un **système de prix différenciés**. Les acheteurs doivent se positionner sur un de ces 3 prix : prix du maraîcher (couvre les coûts de production et assure un revenu décent), un prix accessible (-30% du prix maraîcher) et un prix solidaire (+30% du prix maraîcher). Dans le cas où les achats moyens d'un marché dépassent le prix du maraîcher, le montant de l'excédent abonde une caisse et peut être utilisé pour financer des projets agricoles collectifs. Dans le cas inverse, le manque à gagner peut-être compensé par la caisse. Les perspectives visent à tendre davantage vers la SSA : élargir le nombre de producteurs, concevoir une instance démocratique notamment dans l'optique de rédiger une charte pour le marché, prémices du conventionnement. Ce dispositif présente néanmoins la limite d'être financé sur la base du volontariat et non de critères objectifs. De plus, si au cours d'une certaine période, la majorité des clients ne souhaitent ou ne peuvent plus donner davantage que le prix rémunérateur du maraîcher, ce dispositif n'est plus pérenne.

Caisses locales d'alimentation à Toulouse - CAISSALIM

Porté notamment par des acteurs de la recherche, le projet CAISSALIM est en phase de construction sur la métropole toulousaine. Il prévoit que la constitution de **5 caisses locales d'alimentation s'inspirant de la SSA**. Elles s'appuieront sur des initiatives citoyennes déjà installées sur le territoire (groupements d'achat, association de quartier...) ou créées ex nihilo, au sein de 5 quartiers de la métropole Toulousaine. Un montant sera fourni aux participants pour des achats d'aliments auprès de producteurs conventionnés. Les critères de conventionnement seront définis démocratiquement par les participants. Les caisses seront abondées par des financements de la recherche et par la cotisation volontaire des participants. Pour faciliter la circulation de l'argent vers des producteurs conventionnés, il est prévu de faire appel à la monnaie locale toulousaine, le Sol-Violette. L'objectif sera par la suite de faire évoluer le projet par la fusion des 5 caisses en une seule, en vue d'en faciliter l'organisation, mais également de procéder à des rééquilibres financiers entre les caisses. Pour la recherche, l'objectif sera d'étudier le fonctionnement démocratique du dispositif ainsi que ses effets sur les systèmes agri-alimentaires.

Ce collectif se réunit fréquemment en visio-conférence notamment dans le but de partager des expériences et de construire des actions communes (organisation d'évènement, construction d'outils de communication, ...). Des rencontres sont également organisées plus ponctuellement au niveau national pour faire avancer collectivement l'expérimentation de la SSA.

Ce travail de capitalisation a également été l'occasion de constater que les acteurs agricoles sont relativement peu impliqués dans les initiatives de SSA. En effet, la majorité des initiatives sont menées en milieu urbain et par des acteurs issus du monde de l'alimentation, de l'économie sociale et solidaire ou encore de la recherche. De plus, les porteurs de projet sont parfois réticents à l'idée de mobiliser des acteurs agricoles, en particulier par crainte de la récupération par certaines structures agricoles majoritaires risquant de le faire dévier de ses objectifs initiaux.

b) Capitalisation sur les initiatives ariégeoises

Un travail d'interconnaissance a été effectué auprès de divers acteurs du territoire ariégeois en vue notamment de mieux connaître les initiatives existantes sur le territoire et de voir s'il y a des liens à établir. Les « Paniers suspendus », projet portant sur les enjeux d'accessibilité alimentaire mené par BAG sera présenté dans l'encadré ci-dessous.

Les Paniers suspendus

Cette initiative portant sur les enjeux d'accessibilité alimentaire a été initialement développée au sein de plusieurs magasins Biocoop de Tarbes par le Groupement d'Agriculture Biologique de Hautes-Pyrénées (GAB 65). Depuis 2022 « Les Paniers suspendus » sont progressivement mis en place au sein du magasin Biocoop de Saint-Girons. Le projet est porté par BAG, le magasin Biocoop de Saint-Girons, les services sociaux CAF et MSA ainsi que l'association la Croix-Rouge. Le principe est le suivant :

- Une caisse portée par La Croix-Rouge est alimentée par des dons de la Biocoop, des clients en caisse, ainsi que par un léger surcote sur 10 produits du magasin. Ce surcote est compris entre 5 et 30 centimes d'euro en fonction des produits. Ces derniers sont indiqués aux acheteurs en magasin et font l'objet d'une nouvelle sélection variée tous les mois.
- Un certain nombre de foyers précaires sont identifiés par les services sociaux pour bénéficier du dispositif. Celui-ci consiste en une réduction de 50 % du montant des courses du foyer, dans la limite de 60 € par mois, soit un gain de 30 €.

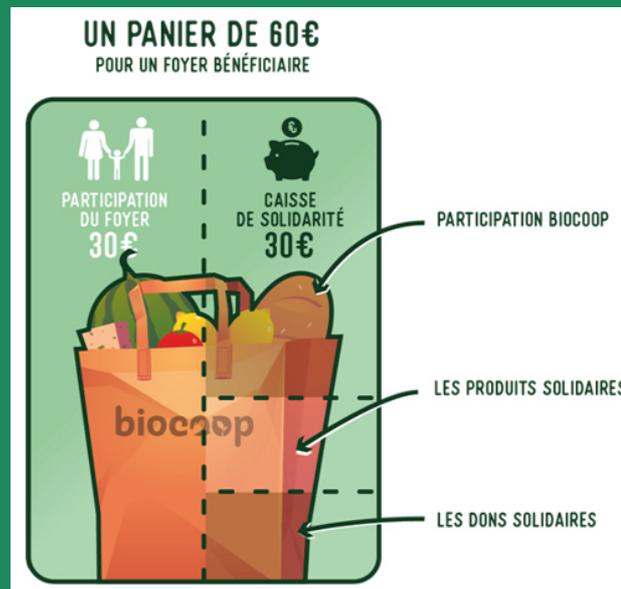


Figure 9 : Décomposition des différentes participations financières pour les Paniers suspendus (Source : Groupement d'agriculture biologique des Hautes-Pyrénées)

Ce dispositif présente l'intérêt de rendre plus accessible des produits de « qualité » pour des publics précaires. De plus, ce système d'aide est particulièrement peu stigmatisant pour ces personnes, dans la mesure où la réduction est automatiquement générée par la reconnaissance du compte client, lorsque celui-ci donne son nom en caisse. On peut néanmoins noter certaines limites : dimension relativement modeste, dispositif ne tendant pas vers l'universalité des bénéficiaires ou encore l'absence de réflexion démocratique au sein du dispositif.

Deux autres initiatives ont particulièrement retenu notre attention pour effectuer du lien avec une dynamique de SSA.

- **Tiers-lieu ORRIS (Organisation RuRale des Initiatives Sociétales).** Ce tiers lieu installé à Saint-Girons au sein de la SCOP de transformation alimentaire « Aux ateliers de la liberté », mène notamment des réflexions sur les questions d'alimentation : accessibilité, relocalisation, durabilité, ... Intéressés par les enjeux de la SSA, ils ont souhaité apporter leur aide à l'organisation de la réunion : accueil de la réunion au sein des locaux, préparation d'un apéritif pour les participants...
- **Monnaie 09 « Le Pyrène ».** Sur le principe des monnaies locales cette initiative portée l'association « Monnaie09 » vise à favoriser l'économie locale ariégeoise tournée vers des objectifs de solidarité et d'écologie. Cette monnaie est directement convertible depuis l'euro et peut être utilisée par les consommateurs au sein de nombreux commerces et services. Ces derniers sont sélectionnés en accord avec la charte définie par l'association pour pouvoir recevoir des Pyrènes. Cette initiative partage avec la SSA des objectifs de solidarité, d'écologie et de relocalisation. Néanmoins il est à noter que cette monnaie peut être utilisée pour une grande diversité de biens et services et qu'elle n'est donc pas utilisable en l'état pour orienter des achats uniquement vers de l'alimentaire. Dans cet objectif, des initiatives s'inspirant de la SSA sur d'autres territoires réfléchissent à l'adaptation de monnaies locales vers de l'alimentaire, notamment au sein du projet CAISSALIM de Toulouse.

Pour des raisons de temps et d'organisation, ce travail d'interconnaissance avec les acteurs ariégeois reste largement incomplet. Il nécessitera d'être étoffé, d'autant plus au vu de la densité du réseau associatif du territoire.

2. Etat d'avancement à l'issue de la 1^{ère} réunion

La réunion a rassemblé une quinzaine de participants actifs dont 6 producteurs principalement issus des réseaux de BAG mais également de trois consommateurs, deux transformateurs et membres du tiers lieu ORRIS, deux enseignants-chercheurs, une assistante sociale de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) d'Ariège, une militante appartenant à un parti politique, une salariée de BAG, une ingénieure agronome ... Il est à noter que les participants se sont présentés en indiquant leur profession ou leur implication associative, ou simplement leur statut consommateurs, alors qu'ils peuvent cumuler chacune de ces « casquettes », donc cette liste n'est pas d'une parfaite précision.



Figure 10 : Photos prises au cours de la réunion (Sources : J. Ryschawy et M. Ruello)

Au cours de la réunion organisée le 18/07, plusieurs éléments ont été posés au sujet d'une initiative de SSA en Ariège :

- Une majorité de participants a déclaré vouloir participer aux prochains échanges portant sur la conception d'une initiative.
- Un des membres du tiers lieu ORRIS s'est proposé d'organiser et d'héberger les prochaines discussions. BAG envisage également de s'investir dans cette organisation.
- Poursuite du travail d'interconnaissance avec les acteurs locaux.
- Une prochaine réunion a été prévue pour l'automne 2022.

3. Perspectives pour une initiative en Ariège

Cette partie vise à proposer et développer des pistes opérationnelles pour la construction d'une initiative en Ariège, notamment sur la base des réflexions issues de cette 1^{ère} réunion.

a) Constituer un groupe

La création d'une dynamique locale nécessite la constitution d'un groupe de personnes très impliquées et donc disponibles. Dans un 1^{er} temps il s'agira de constituer un « comité de pilotage » qui définira les orientations de la dynamique. Un groupe semble se dessiner avec en son sein BAG (producteurs et salariée) et le tiers lieux ORRIS. Il nécessitera d'être davantage étoffé pour garantir une certaine diversité de profils ainsi qu'une participation active, notamment avec des producteurs particulièrement impliqués par ailleurs et peu disponibles sur la période printemps-été.

Dans la même logique itérative que celle portée lors de ce stage il pourra être intéressant de poursuivre ce travail de mise en lien avec les acteurs du territoire ariégeois ainsi que les membres du réseau national des dynamiques locales.

b) Concevoir un dispositif

Pour concevoir une initiative de SSA il a été vu précédemment deux options possibles :

- Partir d'un **dispositif existant** pour le faire évoluer vers de la SSA, c'est-à-dire en y intégrant les 3 piliers principaux du dispositif que sont : le conventionnement, les cotisations et l'universalité. Dans ce sens il pourrait par exemple être envisagé de faire évoluer le dispositif des Paniers suspendus, présentés précédemment, vers ces 3 objectifs. Pour cela il pourrait être question d'élargir le dispositif vers d'autres commerces et de mobiliser de nouveaux moyens financiers pour toucher davantage de personnes ainsi que construire une instance démocratique nécessaire à l'élaboration de critères de conventionnement.
- Créer un **dispositif depuis zéro**. Pour cela il est nécessaire de s'intéresser à ce qui se fait ailleurs. Le site du collectif Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation recense un certain nombre d'initiatives locales, dont il serait possible de s'inspirer (Collectif Pour une Sécurité sociale de l'alimentation, 2022) et deux exemples ont été donnés précédemment.

Il est difficile à cette heure de donner davantage de pistes pour la conception de ce dispositif, du fait du manque de visibilité sur les décisions et que prendra le groupe.

Cette conception pourra s'appuyer les travaux menés par le réseau CIVAM au cours du projet Accessible. Issu de ces travaux, le rapport « l'Autodiagnostic » offre notamment un cadre d'analyse et

des pistes de réflexions sur les initiatives portant sur les enjeux d'accessibilité alimentaire (Réseau CIVAM, 2020).

c) Communiquer

Dans ce type d'initiatives, la communication est un travail essentiel pour différentes raisons : mobiliser de nouvelles parties prenantes, sensibiliser les citoyens sur les enjeux et les modes d'action, trouver des appuis politiques en particulier pour financer l'action. A cette fin, il est possible de mobiliser différents formats d'événements grand public, ou ciblant plus particulièrement les acteurs des systèmes agri-alimentaires, les élus, les jeunes publics, etc ... Pour cela, différents formats d'animation notamment issus de l'éducation populaire peuvent être mobilisés : conférences gesticulées, ciné-débats, arpentages ou encore ateliers de réflexion...

Cette communication peut également mobiliser différentes ressources bibliographiques traitant du sujet telles que la bande dessinée « Encore des patates – Pour une Sécurité sociale de l'alimentation » produite par ISF-Agrista (Dalmais & Seconda, 2022).

Sur ces enjeux de communication, quelques mises en garde doivent être faites pour s'assurer une bonne communication avec l'ensemble des acteurs. En effet lorsqu'il est question de présenter les défaillances du système agri-alimentaire actuel, il est nécessaire de ne pas incriminer les individus qui le composent : producteurs, acteurs de l'aide alimentaire, salariés de l'industrie agro-alimentaire ou de la grande distribution. Cela risquerait de braquer l'individu et ainsi de rendre moins audible le discours tenu. Pour éviter cela il apparaît important de remettre en cause les systèmes d'organisation dans leur globalité plutôt que les individus qui les composent et qui peuvent par ailleurs en être victime (santé des travailleurs exposés aux pesticides, surmenage des bénévoles de l'aide alimentaire...).

C. Discussion

Cette partie vise à discuter un certain nombre de réflexions ayant émergé au cours du travail d'enquête, de la réunion de lancement de la dynamique, ainsi qu'au cours des échanges avec d'autres porteurs d'initiatives de démocratie alimentaire. Ces réflexions ont notamment pour objectif d'apporter des éclairages pour le lancement d'initiatives de SSA, en particulier lorsqu'il est question d'impliquer un public de producteurs.

1. Réflexions sur les enjeux démocratiques de la SSA

a) Des citoyens aptes à légiférer sur les sujets agri-alimentaires ?

Le dispositif démocratique permettant le conventionnement fait l'objet de nombreux débats entre les producteurs. Certains d'entre eux mettent en avant la faible connaissance des citoyens au sujet des enjeux agricoles et alimentaires, laissant courir le risque de les voir élaborer des critères de conventionnement peu exigeants. Cela aurait pour conséquence de faire perdurer les pratiques agricoles et alimentaires actuelles, comme l'évoque cette productrice « P1 : **Ils partent sur l'hypothèse que tout le monde a le même niveau d'information, or créer des comités locaux de décision de qui va être conventionné ou pas ça ça vaut à partir du moment où tout le monde est d'accord pour avoir une alimentation saine, respectueuse de l'environnement etc ... Tu peux avoir au sein des commissions des gens qui décident que finalement il faut que tout le monde ait accès aux frites et au coca »**.

Dans ce sens, la place de l'agriculture biologique dans le dispositif fait l'objet de nombreuses discussions. Certains producteurs souhaitent en faire une condition nécessaire pour bénéficier du conventionnement, quand d'autres souhaitent simplement intégrer le cahier des charges bio dans la réflexion démocratique. Ces derniers affirment qu'en donnant aux citoyens les moyens d'acquérir des

connaissances, en termes de temps, de diversité d'acteurs et de ressources, ils décideront de conventionner des systèmes durables.

Pour justifier cette hypothèse, plusieurs producteurs ont donné l'exemple de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC), mise en place par le gouvernement français entre 2019 et 2020. Cette assemblée de citoyens tirés au sort parmi l'ensemble de la population française devait proposer des mesures pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre du pays, en étant informés par de nombreux spécialistes. Ce dispositif a abouti à la proposition de 149 mesures « précises et ambitieuses » mettant en lumière l'efficacité de ce système démocratique (Saujot et al., 2020). Ce parallèle a notamment été effectué par cette productrice « P4 : *C'est sûr qu'il faut avoir confiance en les systèmes démocratiques, moi j'ai plutôt envie d'y faire confiance quand on voit ce qu'a donné la CCC [...]. Et ça c'est la robustesse du système démocratique en fait, c'est juste comment tu vas le concevoir, est-ce que c'est des gens qui vont devoir dire oui ou non et voter ou est-ce que c'est des gens qui vont se mettre ensemble et réfléchir ?* ».

Les propos de cette productrice mettent également en évidence la nécessité de s'appuyer sur des systèmes démocratiques robustes, garantissant une réelle prise en compte de la diversité des points de vue des participants. Pour cela, il est notamment possible de mobiliser des mécanismes organisationnels participatifs émanant de la sociocratie comme l'organisation en cercles, la décision par le consentement ou encore l'élection sans candidat (Douillé et al., 2015).

b) Le rôle essentiel du partage de la connaissance

En toutes hypothèses, ces réflexions mettent en avant la nécessité de placer au cœur du dispositif la question du partage de la connaissance. Sur les questions de conventionnement, les producteurs bénéficient d'une expertise évidente et bon nombre d'entre eux souhaite participer à la sensibilisation des consommateurs. Néanmoins, au cours de l'enquête, plusieurs producteurs se sont déclarés insatisfaits par les interactions qu'ils entretiennent avec les consommateurs. Souvent désireux d'échanger sur les enjeux agricoles et alimentaires, ils estiment que l'espace offert par la vente directe et en particulier le marché de plein vent n'est pas toujours propice à des échanges constructifs : peu de temps disponible, posture commerciale nécessitant un certain « lissage » du discours.... Il y a donc une nécessité de développer de nouveaux espaces d'échanges entre citoyens et consommateurs.

Cette nécessité de faciliter la diffusion des connaissances au sein des systèmes agri-alimentaires est à relier avec les fondements de l'agroécologie, définie comme l'«écologie des systèmes alimentaires » par (Francis et al., 2003). Par cette définition, les auteurs mettent en avant la nécessité de créer des liens horizontaux entre l'ensemble des acteurs de la chaîne, du producteur au consommateur, en vue de répondre à la complexité des problématiques auxquelles ces systèmes doivent faire face.

2. Vers une implication de nouveaux profils d'acteurs

a) La nécessité d'une pluralité d'acteurs

La dynamique lancée au cours de ce stage a permis de mobiliser un certain nombre de producteurs et d'acteurs principalement sur la base de leurs fortes préoccupations politiques sur les enjeux sociaux et environnementaux. La première réunion organisée en Ariège a rassemblé une diversité relativement importante de professions (producteurs, transformateurs, assistante sociale) ou de fonctions (consommateurs, militants, associatifs ...). Cela a permis un partage d'expérience riche, par exemple avec le témoignage d'une assistante sociale sur les questions de précarité alimentaire. En revanche, les personnes présentes ont semblé présenter des valeurs politiques, écologiques et sociales

relativement homogène. Ce manque de diversité limite la portée démocratique de l'initiative et son ampleur.

En effet, l'objectif de la SSA est de constituer un projet national ayant des effets structurants sur les systèmes agri-alimentaires. Il y a donc un enjeu central à fédérer l'ensemble des acteurs des systèmes alimentaires. Mais comment impliquer de nouveaux profils, des personnes issues d'autres réseaux, disposant d'autres valeurs et objectifs ? Cette question est au cœur de la réflexion des initiatives de SSA. Elle est particulièrement complexe à traiter en particulier dans un monde agricole très hétérogène et clivé sur de nombreux plans. Par exemple, bon nombre de producteurs enquêtés se sont montrés très critiques vis-à-vis des pratiques et des valeurs de leurs voisins, leur reprochant par exemple leur manque de considération à l'égard des questions écologiques.

b) La conception d'une vision commune

La construction d'une vision commune sur les enjeux de démocratie alimentaire ne pourra se faire du jour au lendemain, et nécessitera un long travail pour installer une confiance entre les acteurs.

Pour progresser sur cette question il est intéressant de faire appel au concept de capital social, qui aide à mieux comprendre la diffusion de nouvelles pratiques et connaissances au sein de différentes communautés, notamment en milieu agricole (Rust et al., 2020). L'étude du capital social se concentre en général sur 4 paramètres : la confiance, la connectivité, la norme et le pouvoir.

- La **confiance** diminue le coût d'apprentissage de nouvelles connaissances et est largement déterminée par les 3 autres paramètres.
- La **connectivité** fait référence au nombre et à l'intensité des interactions perçues ou réelle entre les individus/réseaux. Elle peut être décomposée en 3 ordres : « bonding » qui connecte les individus similaires d'un même réseau entre eux par exemple dans notre cas les agriculteurs adhérents à BAG, « bridging » qui relie horizontalement deux différents réseaux d'acteurs par exemple les producteurs bio et les conventionnels, « linking/bracing » qui rattache deux niveaux de hiérarchie par exemple les producteurs et les décideurs politiques. Ces notions de « bridging » et « linking » doivent être prises en compte pour éviter de rester une forme d'insularité, particulièrement forte au sein des réseaux militants.
- Les **normes** établissent des comportements standards et garantissent la prévisibilité des interactions sociales au sein d'un réseau. Les normes se structurent collectivement et peuvent évoluer fortement sous l'impulsion d'acteurs influents au sein du réseau. Au sein des initiatives, le format des réunions doit largement prendre en compte la diversité des normes en proposant par exemple un cadre ouvert et inclusif pour fédérer de nouveaux acteurs.
- Le **pouvoir** est à prendre en compte dans la diffusion de nouvelles connaissances et pratiques. Dans le cas de ou la SSA venait à se développer davantage, il est tout à fait prévisible que des acteurs dominants des systèmes agri-alimentaire se sentant menacés. En usant de leur influence ils pourraient par exemple chercher à empêcher son développement ou à faire évoluer son contenu pour en tirer un profit. Dans ce sens, les initiatives de SSA doivent se penser comme des organisations alternatives, c'est-à-dire dans un rapport d'opposition à un système dominant (Dorion, 2017).

La construction d'une confiance entre les acteurs des systèmes agri-alimentaires doit ainsi s'appuyer sur une forte connectivité entre les différents réseaux à différentes échelles, notamment en mobilisant des acteurs influents. Cela nécessite également de prendre en compte les normes présentes dans la société ainsi que les rapports de pouvoirs qui s'expriment en son sein.

La construction de cette confiance favorise ainsi l'obtention d'une vision commune des systèmes alimentaires et de leurs modèles, qui couplée à la compréhension des fonctions de l'alimentation (pas seulement biologique mais également sociale, identitaire, hédonique, ...) permettent l'exercice d'une citoyenneté alimentaire (Paturel & Ndiaye, 2019).

3. L'expérimentation pour avancer vers un projet fédérateur

Les producteurs ont fréquemment exprimé leurs craintes au sujet de l'ampleur du projet national et donc de la difficulté qu'il y aurait à le faire émerger, en particulier du fait d'un contexte politique marqué par un rapport de force défavorable. Effectivement, la construction de ce projet nécessite de mettre en œuvre des moyens importants, engageant un travail de long-terme. Cependant, il apparaît essentiel de ne pas concentrer tous ces efforts dans un travail prospectif focalisé sur un objectif lointain. La philosophie pragmatique nous apprend, rappelons-le, à ancrer les changements dans l'expérimentation et l'action en partant de la situation actuelle plutôt que dans la projection d'objectifs à long-terme. Sur cette base, il apparaît donc également important de focaliser les efforts sur l'expérimentation locale pour mieux appréhender le fonctionnement des instances démocratiques de SSA. De plus, cela permettrait ainsi d'éviter une forme de solutionnisme ingénierial qui viendrait affirmer la parfaite efficacité du dispositif tel qu'il est pensé aujourd'hui pour répondre aux enjeux agri-alimentaire.

Néanmoins il conviendra de toujours garder comme objectif lointain la construction d'un projet global et transformateur, car la création d'un droit universel de l'alimentation ne pourra émerger d'une simple multiplication de petites initiatives. La généralisation envisagée des initiatives de la SSA pourra s'appuyer sur l'approche multi-niveau (multi-level perspective) proposée par (Geels, 2011) : un **paysage socio-économique** exogène vient influencer sur le **régime sociotechnique dominant**, en l'occurrence ici le modèle agro-industriel. Les **niches/innovations**, ici les initiatives de SSA, visent à influencer le régime sociotechnique dominant et si c'est le cas, viennent ensuite avoir un effet sur le paysage socio-économique. Il est néanmoins important de bien relever l'existence de rapports de force au sein de ces processus, favorisant ou non l'influence des niches sur les systèmes dominants (Lamine et al., 2016).

4. Synthèse sur la place des producteurs dans les initiatives de démocratie alimentaire

Comme nous l'avons vu précédemment, les producteurs sont un public relativement peu impliqué dans les initiatives de SSA, malgré la présence de plusieurs organismes du monde agricole dans le collectif national (La Confédération Paysanne, Réseau CIVAM). Néanmoins leur implication à différents niveaux présente de nombreux avantages et à différents niveaux que nous avons cherché à identifier :

- **Apport de connaissances techniques.** Les producteurs disposent d'une grande expertise sur les questions agricoles, qui peuvent notamment être mobilisés pour informer les participants en vue de la construction des critères de conventionnement. Cela est d'autant plus important que les producteurs peuvent ensuite être tributaires des choix de conventionnement.
- **Partage d'expérience.** Les producteurs peuvent être témoins des problématiques du système agricole en particulier socio-économiques et écologiques. Leur expérience peut permettre de favoriser la sensibilisation des citoyens sur la nécessité de faire évoluer les systèmes agri-alimentaires.
- **Capacité d'influence.** Certains agriculteurs bénéficient d'un fort ancrage au sein des territoires ruraux (Pierre, 2015) et donc d'une forte capacité à influencer le territoire. Leur implication au sein d'une initiative peut donc faire gagner de l'ampleur à celle-ci.

- **Fournisseurs d'aliments.** Les producteurs peuvent être mobilisés pour venir fournir les initiatives en aliments.

Ces éléments mettent bien en évidence la place essentielle que peuvent occuper les producteurs dans les initiatives de SSA, en opérant à différents niveaux, et démontrent ainsi leur capacité à les faire gagner en ampleur. Un certain nombre de freins et leviers à leur participation au sein d'initiatives de démocratie alimentaire a pu être mis en évidence au cours de ce travail (Tableau 4).

Tableau 4 : Freins et leviers à la l'implication des producteurs dans les initiatives de démocratie alimentaires

Leviers	Freins
<ul style="list-style-type: none"> • Motivation économique : les 150 € alloués aux citoyens augmentent leur demande en aliments, cette demande est plus stable car le budget alimentation n'est plus une variable d'ajustement du budget des ménages • Motivations politiques, écologiques, sociales des producteurs. • Recherche de sociabilité : profession qui peut manquer de lieu de sociabilisation entre pairs mais aussi avec les autres acteurs du territoire. Pour cela il est important de jouer sur la convivialité (exemple : repas à la fin de la réunion). • Autonomie vis-à-vis des systèmes traditionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité : volume horaire important, éloignement géographique en monde rural, dispersion dans diverses actions collective. • Eloignement de certains producteurs vis-à-vis des enjeux alimentaires en particulier lorsqu'ils commercialisent en circuits longs. • Ne souhaitent pas nécessairement s'impliquer si leur système est viable. • Beaucoup de profils isolés des réseaux et donc difficile à atteindre. • Un monde politiquement et socialement très clivé : difficultés à mettre tous les profils autour d'une table.

De nombreux freins culturels, sociaux et économiques limitent actuellement leur mobilisation. Dans ce sens, la question de la disponibilité est particulièrement limitante pour les producteurs, en particulier du fait de leur important volume de travail. Il possible d'étayer cela par le fait que les producteurs ayant participé à notre première réunion, ont pour la plupart placé la question du temps de travail au cœur de leur système. Pour cela ils ont particulièrement cherché à s'émanciper des systèmes de production et de commercialisation traditionnels et en s'installant collectivement. La mobilisation des producteurs peut également être favorisée en orientant le discours en faveur d'une démocratie alimentaire vers leurs valeurs et motivations : sociabilisation, avantage économique, motivations politiques...

IV. Conclusion

Ce travail de stage s'inscrivait dans un programme de recherche-action, le Hmm lab, visant à dynamiser la transition des systèmes agri-alimentaires sur le territoire du Parc Naturel Régional des Pyrénées ariégeoises. Ce projet pluridisciplinaire comprend des actions d'accompagnement individuels et collectifs ancrés dans l'action et l'expérimentation auprès des consommateurs et de la restauration collective. Au point de départ de ce stage il y avait la volonté de construire un nouvel accompagnement auprès des producteurs, acteurs centraux des systèmes agri-alimentaire. Ce stage s'est structuré en deux boucles itératives de conception, visant au lancement de ce nouvel accompagnement.

Un premier travail d'enquête a visé à identifier les enjeux prioritaires pour les producteurs du PNR PA. Il s'est principalement basé sur une série de 14 entretiens semi-directifs auprès de producteurs bio du territoire et a été complété par un travail de bibliographie et d'observation participante. Les résultats ont particulièrement mis en évidence une tension entre la rémunération des producteurs et l'accessibilité de leurs produits pour les publics précaires. Une forte volonté d'agir politiquement sur ces enjeux a été constatée, notamment par la mise en place d'un projet de démocratie alimentaire : la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA).

Une deuxième étape a consisté à capitaliser sur ce sujet de la SSA en vue d'en faire l'objet d'une 1^{ère} réunion et d'une éventuelle initiative. Un travail de bibliographie couplé à des entretiens auprès de porteurs d'initiatives s'inspirant de la SSA sur le territoire français a pu être mis en place. A cela s'est ajouté un travail d'interconnaissance avec des acteurs du territoire ariégeois en vue de la création d'éventuels ponts. S'il s'avère que les producteurs sont rarement impliqués au sein des initiatives s'inspirant de la SSA, la 1^{ère} réunion les a particulièrement mobilisés ainsi que d'autres acteurs du territoire (transformateurs, chercheurs, consommateurs...). La perspective d'une initiative de démocratie alimentaire en Ariège a soulevé un certain d'enthousiasme parmi les participants. Elle nécessitera un important travail d'animation en vue de faire émerger un projet réellement fédérateur sur le territoire.

Le choix de ce stage était motivé par ma volonté d'explorer de nouvelles approches de la transition des systèmes agri-alimentaires. En effet, la mission laissait une grande place à la créativité et à l'expérimentation pour aller dans cette direction en faisant majoritairement appel à la sociologie, discipline nouvelle pour moi. Le travail d'enquête auprès des producteurs a été l'occasion de découvrir avec un vif intérêt de nombreuses exploitations agricoles performantes sur les plans écologiques, sociaux et économique.

Cependant j'ai également pu constater, notamment au regard des conjonctures actuelles, que ces systèmes alternatifs ne sont pas en voie de généralisation et surtout ne viennent pas endiguer le déploiement d'une agriculture majoritaire non-durable, comme le démontre l'Atelier Paysan dans son ouvrage *Reprendre la terre aux machines* (Atelier paysan, 2021). Le développement de ce modèle majoritaire est le fruit de politiques structurelles dans lesquelles les citoyens n'ont relativement aucune prise, comme j'ai pu le remarquer au cours d'un précédent stage au sein de l'une des instances qui les conduisent.

Cette découverte des enjeux de démocratie alimentaire m'a permis de prendre connaissance de la multitude d'initiatives en éclosion sur le territoire, en opposition avec le modèle dominant. En faisant le pari de l'intelligence collective par le moyen de l'éducation populaire, elles laissent entrevoir la possibilité d'un contre-pouvoir démocratique à ces systèmes dominants. Dans cette perspective, j'aimerais engager mon futur rôle d'agronome dans la création de liens sociaux horizontaux entre les acteurs des systèmes agri-alimentaires.

Annexes

Sous-thèmes	Questions	Relances
Présentation générale de l'enquête		
Présentation individuelle	Pouvez-vous vous présenter ?	Age, lieu de vie, profession, foyer
Présentation de l'exploitation	Pouvez-vous présenter votre exploitation ?	Localisation, personnel, surface, production : cultures, espèces
Historique	Pouvez-vous présenter un bref historique de l'exploitation ?	Dates marquantes : Installation, conversion, changement de production, de mode de commercialisation
Rapport de l'enquêté à l'alimentation		
Lien de l'enquêté à l'alimentation en tant que producteur	Qu'est-ce qui vous importe le plus dans l'alimentation que vous produisez ?	Quantité, qualité, bio, local, accessibilité
Lien enquêté à l'alimentation en tant que consommateur	En tant que consommateur. Quel lien entretenez-vous avec l'alimentation ?	Plaisir à manger, importance du moment convivial, tradition, problème du prix, qualité, local
	Aimez-vous cuisiner ?	Intérêt/plaisir, fréquence, type de plat. Si non qui cuisine pour vous ?
Place de l'enquêté dans le système agri-alimentaire		
Transformation	Est-ce que vous transformez vous même vos produits ?	Atelier, consommation perso ? À proximité ?
Commercialisation	Comment commercialisez-vous vos produits ?	Circuits courts : A la ferme, marché, AMAP, épicerie ... Circuits longs : coopé, grossiste...
Lien avec les consommateurs	Quel lien entretenez-vous avec les consommateurs ?	Qu'aimeriez-vous apprendre d'eux ? Qu'aimeriez-vous leur apprendre ?
Implication collective	Participez-vous à des réunions, formations, asso sur ces thèmes en lien avec l'alimentation ?	Si oui : où, quand et sur quels thèmes ? Si non pourquoi ?

Point de vue sur l'exploitation		
Préoccupations	Tous domaines confondus, qu'est-ce qui vous préoccupe sur votre exploitation actuellement ?	Au quotidien, sur le long terme ?
	Qu'est-ce qui vous manque pour avancer sur ces problèmes ?	Technique ? Accompagnement ? Moyens financiers ?
Satisfactions	De quoi êtes-vous satisfait sur votre exploitation ?	Au quotidien, sur le long terme ?
	Aimeriez-vous partager votre expérience sur ce sujet à d'autres agriculteurs dans un objectif de progression ?	Technique ? Accompagnement ? Commercialisation ? Transformation ?
Regard sur les questions politiques		
Politiques actuelles	Quel regard portez-vous sur les politiques actuelles en matière d'agriculture et d'alimentation ?	euro/nat/reg/dep. PAC ? EGAlim ? Qu'est-ce qu'elles évoquent pour vous ?
Politiques alternatives	- Il y a-t-il des politiques alternatives que vous aimeriez voir être menées ?	Social, éco, enviro ...
Scénarisation		
Scénario catastrophe	Quel serait selon vous un scénario catastrophe pour l'agriculture et l'alimentation sur le territoire ariégeois ?	Organisation, productions, politique, commercialisation, accessibilité, pratiques
Scénario idéal	Quel serait selon vous un scénario idéal pour l'agriculture et l'alimentation sur le territoire ariégeois ?	Organisation, productions, politique, commercialisation, accessibilité, pratiques
Initiatives en lien avec la démocratie alimentaire		
Paniers suspendus	Présentation de l'initiative. Qu'est-ce que cela vous évoque ?	L'approche est-elle pertinente ? Quelle limite présente-t-elle ?
Sécurité sociale de l'alimentation	Présentation de l'initiative. Qu'est-ce que cela vous évoque ?	L'approche est-elle pertinente ? Quelle limite présente-t-elle ?

Annexe 1 : Guide d'entretien

III. Bibliographie

- Argyris, C., & Schön, D. A. (2001). *Apprentissage organisationnel. Théorie, méthode, pratique* (De Boeck Supérieur). <https://www.cairn.info/apprentissage-organisationnel--9782744500398.htm>
- Atelier paysan (Éd.). (2021). *Reprendre la terre aux machines : Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*. Éditions du Seuil.
- Ball, S. J. (1998). Big Policies/Small World : An introduction to international perspectives in education policy. *Comparative Education, 34*(2), 119-130. <https://doi.org/10.1080/03050069828225>
- Bidet, A., Quéré, L., & Truc, G. (2011). Ce à quoi nous tenons. Dewey et la formation des valeurs. In *Introduction à John Dewey—La formation des valeurs* (La Découverte, p. 5-64).
- Blais, M., & Martineau, S. (2007). L'analyse inductive générale : Description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives, 26*(2), 1-18.
- Collectif Pour une Sécurité sociale de l'alimentation. (2022). *La carte des initiatives locales*. Sécurité sociale de l'alimentation. <https://securite-sociale-alimentation.org/les-dynamiques-locales/carte-des-initiatives-locales-de-la-ssa/>
- Dalmais, M., & Seconda, L. (2022). *Encore des patates ! ? - Pour une sécurité sociale de l'alimentation*.
- Dewey, J. (1967). *Logique : La théorie de l'enquête* (PUF).
- Dorion, L. (2017). Construire une organisation alternative. *Revue Française de Gestion, 43*(264), 143-160. <https://doi.org/10.3166/rfg.2017.00109>
- Douillé, G., Vandewattyne, J., & Van Daele, A. (2015). La sociocratie : Des principes à la réalité de terrain dans un centre de recherche. *Management & Sciences Sociales*, pp.24-37.
- DRAAF Occitanie. (2022, juillet 21). *RA2020—Ariège—Une agriculture d'élevage qui diversifie ses productions et leur valorisation—Agreste Études n°16—Juillet 2022*. <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/ra2020-ariege-une-agriculture-d-elevage-qui-diversifie-ses-productions-et-leur-a7135.html>
- Elo, S., & Kyngäs, H. (2008). The qualitative content analysis process. *Journal of Advanced Nursing, 62*(1), 107-115. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2648.2007.04569.x>
- Francis, C., Lieblein, G., Gliessman, S., Breland, T. A., Creamer, N., Harwood, R., Salomonsson, L., Helenius, J., Rickerl, D., Salvador, R., Wiedenhoef, M., Simmons, S., Allen, P., Altieri, M., Flora, C., & Poincelot, R. (2003). Agroecology : The Ecology of Food Systems. *Journal of Sustainable Agriculture, 22*(3), 99-118. https://doi.org/10.1300/J064v22n03_10

- Geels, F. W. (2011). The multi-level perspective on sustainability transitions : Responses to seven criticisms. *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 1(1), 24-40. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2011.02.002>
- Goulet, F. (2013). Narratives of experience and production of knowledge within farmers' groups. *Journal of Rural Studies*, 32, 439-447. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2013.09.006>
- Hazard, L. (2018). Baser l'enquête sur l'expérience pour gérer les incertitudes d'une transition durable : Le cas de la transition agroécologique: In *Agora* (p. 23-41). Éducagri éditions. <https://doi.org/10.3917/edagri.simon.2018.01.0023>
- Hazard, L., Couix, N., & Lacombe, C. (2022). From evidence to value-based transition : The agroecological redesign of farming systems. *Agriculture and Human Values*, 39(1), 405-416. <https://doi.org/10.1007/s10460-021-10258-2>
- Hazard, L., Steyaert, P., Martin, G., Couix, N., Navas, M.-L., Duru, M., Lauvie, A., & Labatut, J. (2017). Mutual learning between researchers and farmers during implementation of scientific principles for sustainable development : The case of biodiversity-based agriculture. *Sustainability Science*, 13(2), 517-530. <https://doi.org/10.1007/s11625-017-0440-6>
- INSEE. (2021a). *Niveau de vie et pauvreté par région – Revenus et patrimoine des ménages | Insee*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5371235?sommaire=5371304>
- INSEE. (2021b). *Le niveau de vie des ménages agricoles est plus faible dans les territoires d'élevage*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5434584#titre-bloc-15>
- INSEE. (2022a). *Dossier complet – Département de l'Ariège (09) | Insee*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-09>
- INSEE. (2022b). *Taux de chômage localisés au 1^{er} trimestre 2022 | Insee*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012804>
- Inserm. (2021). *Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données* (Collection expertise collective). <https://www.inserm.fr/wp-content/uploads/2021-07/inserm-expertisecollective-pesticides2021-rapportcomplet-0.pdf>
- L'Agence BIO. (2020). *L'agriculture bio dans le monde (version 2020)*. https://www.agencebio.org/wp-content/uploads/2021/01/Carnet_MONDE_2020-1.pdf
- Lamine, C., Bui, S., & Ollivier, G. (2016). Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires. *Cahiers de recherche sociologique*, 58, 95-117. <https://doi.org/10.7202/1036208ar>
- Lang, T. (1998). Toward food democracy in Griffiths, S., Wallace, J. Consuming passions : Food in the age of anxiety,. *Manchester University Press*, pp.13-23.
- Locqueville, J. (2020). *Accompagner la transition agri-alimentaire dans les Pyrénées ariègeoises*.

- Paturel, D., & Ndiaye, P. (2019). *Démocratie alimentaire : De quoi parle-t-on ?* <https://www.chaireunesco-adm.com/Democratie-alimentaire-de-quoi-parle-t-on#:~:text=La%20d%C3%A9mocratie%20alimentaire%20%C3%A9merge%20comme,uniquement%20leurs%20actes%20d'achat>.
- Paturel, D., & Ndiaye, P. (2020). Introduction. Démocratie alimentaire, le trouble-tête de l'alimentation durable. In *Le droit à l'alimentation durable en démocratie* (p. 17-46). Champ social; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/chaso.patur.2020.01.0017>
- Pierre, G. (2015). Projets agro-énergétiques de territoire dans l'Ouest français : Le rôle des agriculteurs-moteurs. *Cybergeo: European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.27205>
- Piet, L., Benoit, M., Chatellier, V., Dakpo, K. H., Delame, N., Desjeux, Y., Dupraz, P., Gillot, M., Jeanneaux, P., Laroche-Dupraz, C., Ridier, A., Samson, E., Veysset, P., Avril, P., Beaudouin, C., & Boukhriess, S. (2020). *Hétérogénéité, déterminants et trajectoires du revenu des agriculteurs français* [Research Report]. INRAE, SMART-LERECO (coordination). <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02877320>
- Pörtner, H.-O., Roberts, D. C., & Tignor, M. (2022). *Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_TechnicalSummary.pdf
- Réseau CIVAM. (2020). *L'Autodiagnostic*. <https://www.civam.org/ressources/reseau-civam/projet/accessible/autodiagnostic-des-initiatives-dacces-a-lalimentation/>
- Rust, N. A., Ptak, E. N., Graversgaard, M., Iversen, S., Reed, M. S., Vries, J. R. de, Ingram, J., Mills, J., Neumann, R. K., Kjeldsen, C., Muro, M., & Dalgaard, T. (2020). *Social capital factors affecting uptake of sustainable soil management practices : A literature review* (2:8). Emerald Open Research. <https://doi.org/10.35241/emeraldopenres.13412.2>
- Saujot, M., Berghmans, N., Rüdinger, A., Treyer, S., Colombier, M., Brimont, L., & Briand, Y. (2020). *Convention citoyenne pour le climat : 149 mesures pour une nouvelle vision de la transition*. 26.
- Wenger, E. (2000). Communities of Practice and Social Learning Systems. *Organization*, 225-246. <https://doi.org/doi:10.1177/135050840072002>
- Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., Garnett, T., Tilman, D., DeClerck, F., Wood, A., Jonell, M., Clark, M., Gordon, L. J., Fanzo, J., Hawkes, C., Zurayk, R., Rivera, J. A., De Vries, W., Majele Sibanda, L., ... Murray, C. J. L. (2019). Food in the Anthropocene : The EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet*, 393(10170), 447-492. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)31788-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4)

